

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009–2010

Pour
l'exercice financier se terminant
le 31 mars 2010

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	34
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010	36
Annexes proposées au projet de loi de crédits	38
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	56
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	59
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	62
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	68
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	76
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	80
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	87
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	100
Agence canadienne de développement international	103
Centre de recherches pour le développement international	104
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	108
Agence canadienne de développement économique du Nord	110
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	112
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	114
Société d'expansion du Cap-Breton	114
AGENCE DU REVENU DU CANADA	116
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	119
Agence canadienne d'inspection des aliments	120
ANCIENS COMBATTANTS	122
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	124
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	128
École de la fonction publique du Canada	129
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	132
Directeur général des élections	132
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	135
ENVIRONNEMENT	
Ministère	138
Agence Parcs Canada	139
INDUSTRIE	
Ministère	143
Agence spatiale canadienne	144
Conseil national de recherches du Canada	145
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	146
Conseil de recherches en sciences humaines	146
JUSTICE	
Ministère	149
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	149
PARLEMENT	
Chambre des communes	151
Conseiller sénatorial en éthique	151
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	156
Société Radio-Canada	156
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	157
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	157
PÊCHES ET OCÉANS	159
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	165
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	170
Énergie atomique du Canada limitée	172
Office national de l'énergie	172

Table des matières

Ministères et organismes

Page

SANTÉ

Ministère.....	175
Instituts de recherche en santé du Canada.....	176
Agence de la santé publique du Canada.....	177

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....	182
Agence des services frontaliers du Canada.....	183
Service canadien du renseignement de sécurité.....	184
Service correctionnel.....	184
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	185
Gendarmerie royale du Canada.....	186

TRANSPORTS

Ministère.....	190
Société canadienne des postes.....	191
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	191
La Société des ponts fédéraux limitée.....	192
Marine Atlantique S.C.C.....	192
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	193

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	196
--	-----

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe*. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits. Depuis le printemps 2007, il est de pratique courante de déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chaque période parlementaire d'octroi des crédits, soit celles se terminant les 23 juin, 10 décembre et 26 mars. Le présent budget supplémentaire des dépenses (C) est le troisième et dernier budget supplémentaire des dépenses prévu pour l'exercice en cours et sera déposé au Parlement au cours de la période d'octroi des crédits se terminant le 26 mars 2010.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Ce budget supplémentaire des dépenses reflète les besoins du gouvernement du Canada quant à l'aide initiale apportée aux sinistrés à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

* L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses (C).

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	1 754,9	15,7	1 770,6
Pouvoirs législatifs	4 072,0	242,5	4 314,5
Total	5 826,9	258,2	6 085,1

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté en septembre 2009 dans la mise à jour économique et financière.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2009-2010, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans les documents budgétaires, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2009-2010, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Mise à jour économique et financière (septembre 2009)		272,5
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>		
Budget principal des dépenses 2009-2010*	236,1	
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010	6,6	
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010	6,5	
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009-2010	5,4	254,6
<i>Rajustements :</i>		
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	15,7	
Autres rajustements***	2,2	17,9
Total		272,5
Écart		0
<p>* Comprend des montants de 147,1 millions de dollars pour l'Agence de revenu du Canada, de 28,6 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 193,2 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant des affectations de 2008-2009.</p> <p>** Les documents budgétaires présentent les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.</p> <p>*** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.</p>		

Aperçu de l'exercice 2009-2010 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2009-2010, qui se chiffrait à 236,1 milliards de dollars et comportait des dépenses budgétaires votées de 85,7 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 26 février 2009. Les crédits provisoires s'élevant à 26,8 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 27 mars 2009, alors que la totalité des crédits, soit le solde de 58,9 milliards de dollars, a reçu la sanction royale le 24 juin 2009.
- En raison du dépôt du budget fédéral de 2009, le 27 janvier 2009, le délai n'a pas été suffisant pour inclure, dans le Budget principal des dépenses 2009-2010, les mesures de dépenses proposées pour 2009-2010 dans le Plan d'action économique devant être financées par des crédits parlementaires. Normalement, cela aurait voulu dire que le gouvernement n'aurait pu demander une autorisation de dépenser pour plusieurs des nouvelles mesures annoncées avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses (A).
- Compte tenu de la situation économique et de la nécessité d'accélérer le financement des programmes du Plan d'action économique, le gouvernement a demandé au Parlement d'approuver l'affectation de 3 milliards de dollars dans le Budget principal des dépenses 2009-2010 pour un nouveau crédit central aux fins des initiatives d'exécution du budget – le crédit 35 du Conseil du Trésor. Depuis le 1^{er} avril 2009, les ministres du Conseil du Trésor peuvent, par l'entremise de cette affectation, allouer des fonds directement aux ministères ayant des besoins immédiats associés aux mesures budgétaires, avant l'approbation par le Parlement des crédits du budget supplémentaire des dépenses. Le nouveau crédit a été créé à titre exceptionnel et pour une durée limitée afin de permettre l'octroi d'un financement de transition, jusqu'au 30 juin 2009, avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses. Au cours de la période précédant et se terminant le 30 juin 2009, les ministres du Conseil du Trésor avaient approuvé et attribué des crédits totalisant 2,1 milliards de dollars. Les fonds non attribués ont été réaffectés au cadre financier et prélevés au moyen des budgets supplémentaires des dépenses, notamment le présent budget supplémentaire des dépenses (C).

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 a été déposé à la Chambre des communes le 14 mai 2009. La totalité des crédits, d'un montant de 5,3 milliards de dollars, a été accordée en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 2009-2010*, et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010 a reçu la sanction royale le 24 juin 2009.
- Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 a été déposé à la Chambre des communes le 4 novembre 2009. La totalité des crédits, d'un montant de 4,9 milliards de dollars, a été accordée en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, et le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 a reçu la sanction royale le 16 décembre 2009.

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires et non budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires et non budgétaires totales** (votées et législatives), y compris l'augmentation de 6,1 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Augmentation prévue des dépenses budgétaires votées de 1,8 milliard de dollars attribuable en grande partie aux principales initiatives suivantes :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

i) Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (179,4 millions de dollars)

Ces fonds permettront d'appuyer la planification et les activités des services de police et de sécurité au cours du sommet du G8 et à assumer les coûts des préparatifs et de la planification pour le sommet du G20. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), de concert avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, veillera à la sécurité de l'ensemble des participants. Le financement demandé dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses servira à concevoir, à planifier et à coordonner les activités de sécurité pour les sommets; à fournir à la GRC et à ses partenaires chargés de la sécurité des installations d'hébergement temporaire pour le sommet du G8; à offrir de la technologie d'information et des dispositifs de communications mobiles; à collaborer avec les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux chargés de la sécurité au cours de la tenue du sommet; à assurer la protection de toutes les personnes jouissant d'une protection internationale qui participent aux sommets.

ii) La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (176,1 millions de dollars)

Les fonds appuieront la réponse pangouvernementale initiale du Canada au tremblement de terre en Haïti, notamment pour des contributions au titre de l'aide humanitaire réclamée par les Nations Unies et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et pour des projets d'organisations non gouvernementales canadiennes déjà actives en Haïti; le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti pour soutenir les activités d'aide humanitaire, de redressement rapide et de reconstruction; le déploiement de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) pour assurer la prestation de soins médicaux d'urgence, la mobilisation d'une expertise technique et des services de purification de l'eau, ainsi que la mise à contribution d'actifs militaires des Forces canadiennes afin de permettre et de garantir la prestation de l'aide humanitaire; et le déploiement éventuel de policiers additionnels aux termes du Programme d'assistance à la police du Canada. Les fonds couvriront aussi les mesures exceptionnelles comme la prestation de services consulaires d'urgence aux Canadiens touchés par le séisme, dont leur évacuation et leur rapatriement au Canada, la tenue au Canada de la Conférence des amis d'Haïti à Montréal, la réparation et la reconfiguration des biens immobiliers du Canada en Haïti, le rétablissement des services de soutien liés à la présence du Canada en Haïti, ainsi que les dépenses de fonctionnement supplémentaires de divers organismes gouvernementaux participant à des activités d'aide en Haïti.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iii) Fonds visant à atténuer la deuxième vague de la pandémie de grippe H1N1 et à prendre les mesures pour y faire face (86,6 millions de dollars)

Ces fonds permettront de compenser les coûts supplémentaires pour faire face à la deuxième vague d'épidémie de grippe H1N1 en 2009, notamment l'achat d'antivirus pour les enfants, l'approbation réglementaire du vaccin contre la grippe H1N1, les communications, la recherche sans tarder, ainsi que l'amélioration des activités de surveillance et d'intervention d'urgence et la gestion de l'épidémie chez les Premières nations et les Inuits et partout au Canada.

iv) Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (83,6 millions de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada, en tant que organisation responsable de la sécurité aux Jeux olympiques, en collaboration avec d'autres organismes, est mandatée pour assurer la sécurité et la présentation en toute sécurité des Jeux. Ces fonds appuieront un certain nombre d'initiatives, dont l'adjudication de contrats en matière de sécurité au secteur privé, de contrats liés à des navires servant d'hébergement, l'installation d'un système périmétrique de détection des intrusions, la protection des dignitaires internationaux, l'installation de barrières maritimes, la prestation de services de sécurité sur place, la formation liée à la gestion des incidents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE), le déploiement du personnel des Forces canadiennes, le soutien à la flotte, l'inspection du fret et le contrôle du courrier.

b. Initiatives importantes

i) Pour faire grâce d'une dette que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan; en retour, le Pakistan s'engage à investir dans des programmes particuliers dans le secteur de l'éducation (449,5 millions de dollars)

Ce financement représente la valeur totale des prêts de l'Aide au développement officielle qui est due par le Pakistan conformément à l'Entente de rééchelonnement bilatérale conclue entre le Canada et le Pakistan en avril 2003. Conformément au projet de conversion de la dette du Pakistan en dépenses au titre de l'éducation (CDE), cette dette est convertie en investissement de la part du Pakistan afin d'améliorer la qualité d'enseignement des établissements au profit des enseignants au Pakistan ainsi que les programmes qu'ils offrent aux enseignants d'écoles primaires et intermédiaires. Ces efforts devraient permettre d'enrichir l'enseignement dans les écoles et d'améliorer la qualité de l'enseignement offert aux élèves des écoles publiques pakistanaïses.

ii) Financement destiné au Secrétariat du Conseil du Trésor aux fins des rajustements à la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux (196,4 millions de dollars)

Ce financement sert à offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés en raison des répercussions des conventions collectives et des autres rajustements apportés aux conditions d'emploi ou de prestation des services. Ces coûts découlent des ententes conclues entre le 1^{er} août 2009 et le 11 décembre 2009.

iii) Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs (120,5 millions de dollars)

La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, règlement imposé par le tribunal, dresse l'obligation juridique du Canada de fournir une indemnité aux anciens élèves qui ont été victimes d'abus sexuels et/ou physiques graves. Cette indemnité est déterminée et octroyée dans le cadre du processus d'évaluation indépendant. Le nombre d'élèves affirmant avoir subi des abus sexuels et/ou physiques graves et la gravité des abus sont nettement supérieurs à ce que l'on prévoyait initialement, d'où le total des paiements prévus en 2009-2010 devant excéder l'affectation annuelle de 160,0 millions de dollars.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iv) Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU (110,0 millions de dollars)

Les fonds serviront à combler des besoins de trésorerie entraînés par des problèmes techniques imprévus dans le contexte des marchés de remise en état du réacteur CANDU. Les travaux de remise en état comprennent le remplacement des composantes de base du réacteur. Énergie atomique du Canada limitée (EACL) est l'organisme le mieux placé pour procéder à la remise en état du réacteur CANDU, mais ces projets constituent néanmoins une première, d'où leur complexité inhérente.

v) Besoins en matière de rémunération – Transferts aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État pour les prestations parentales et de maternité et les prestations de départ et indemnités de vacances lors de la cessation de service (100,0 millions de dollars)

Le financement servira à rembourser les ministères, les organismes et les sociétés d'État pour des indemnités de départ, des crédits de congé à verser au moment de la cessation d'emploi, des indemnités parentales et des prestations de cessation d'emploi pour le personnel exonéré des ministres. Les dépenses admissibles sont remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits ministériels pendant l'exercice au cours duquel ces coûts ont été réellement engagés.

vi) Fonds pour les réparations et la remise en service du réacteur national de recherche universel (NRU) (72,0 millions de dollars)

Les fonds serviront à assurer la réparation du réacteur national de recherche universel aux laboratoires de Chalk River et à son retour en service afin de répondre à la demande en matière d'isotopes radioactifs à des fins médicales et industrielles. Le réacteur a cessé ses activités en mai 2009.

vii) Fonds pour les droits d'adhésion à des organisations internationales au nom du gouvernement du Canada (72,0 millions de dollars)

Ces fonds serviront à assumer la contribution évaluée pour le Canada pour faire partie des Nations Unies, de l'UNESCO ainsi qu'à couvrir les coûts engagés pour plusieurs missions de maintien de la paix sur la scène internationale jusqu'au 31 mars 2010. Au nombre des missions financées, mentionnons la mission de l'ONU en République centrafricaine et au Tchad, au Soudan et en République démocratique du Congo.

2. Augmentation prévue des dépenses budgétaires législatives d'un montant net de 4,1 milliards de dollars attribuable en grande partie aux principales initiatives suivantes :

i) Une augmentation des prévisions relatives au compte à fins déterminées consolidés (5,5 milliards de dollars)

Le compte à fins déterminées consolidé, servant à gérer l'administration de l'assurance-emploi, devrait augmenter de 5,5 milliards de dollars. L'augmentation des demandes représente le principal facteur ayant contribué à cette augmentation. Les modifications apportées à l'assurance-emploi annoncées dans le budget fédéral de 2009 (accroissement du nombre maximal de semaines de prestations) ont aussi contribué à cette augmentation.

ii) Paiements de péréquations compensatoires à Terre-Neuve – Pour les pertes en paiements de péréquation en raison de l'augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières extracôtières (465,3 millions de dollars)

Aux termes des mesures réglementaires relatives aux paiements de péréquation compensatoires en vertu de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*, Terre-Neuve-et-Labrador a droit à une contrepartie pour les pertes en paiements de péréquation attribuables à la hausse des recettes provenant de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières extracôtières.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iii) Augmentation des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction de prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (192,0 millions de dollars)

La Sécurité de la vieillesse est une prestation mensuelle qui est offerte aux résidents canadiens âgés de 65 ans et plus qui satisfont aux exigences en matière de résidence. L'augmentation de 192,0 millions de dollars compte trois volets : une diminution du nombre prévu de bénéficiaires; une augmentation de la moyenne prévue des paiements mensuels versés aux prestataires, passant de 492,13 \$ par mois à 494,83 \$ par mois; une diminution au titre des remboursements des prestations prévus.

iv) Augmentation des paiements de contribution pour le programme Agri-protection fondés sur la valeur élevée de la récolte au début de l'année 2009 sur laquelle les primes ont été fondées, ainsi qu'une augmentation du nombre d'acres couverts par le programme (125,0 millions de dollars)

Le programme Agri-protection est conçu pour assurer l'accès des producteurs agricoles aux programmes d'assurance visant à assurer la protection de leurs récoltes et à contribuer à la gestion des risques incontrôlables inhérents à l'industrie de l'agriculture. Dans le cadre de ce programme, les producteurs paient une prime afin de protéger leurs produits. Les producteurs bénéficient d'une indemnisation lorsqu'ils font face à une perte de production pendant l'année. L'augmentation des paiements s'explique par un plus grand nombre d'acres assuré au titre de ce programme et de la valeur des récoltes plus élevée en début d'année sur laquelle s'appuyaient les primes d'assurance de 2009.

v) Augmentation des paiements pour le programme Agri-stabilité en raison principalement de la baisse du prix des céréales et oléagineux en 2009 qui a affecté la valeur des stocks (78,0 millions de dollars)

Le programme Agri-stabilité permet d'offrir un soutien au revenu lorsqu'un producteur agricole doit faire face à d'importantes pertes de revenu (diminution du revenu supérieure à 15 p. 100). On verse des paiements directs correspondant à la valeur de la diminution par rapport aux revenus moyens antérieurs. L'augmentation des paiements s'explique par une diminution du prix des céréales et oléagineux en 2009 touchant la valeur des stocks et également par une augmentation du nombre de provinces qui offrent ce programme.

vi) Diminution des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (diminution de 228,0 millions de dollars)

Le Supplément du revenu garanti représente une prestation mensuelle versée aux aînés à faible revenu qui bénéficient de la prestation de la Sécurité de la vieillesse. Cette diminution de 228,0 millions de dollars est attribuable à deux facteurs : une augmentation du taux mensuel moyen passant de 398,41 \$ à 401,78 \$ et une diminution du nombre de prestataires prévu.

vii) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers – Diminution en raison des prévisions révisées des données à l'égard de l'augmentation des coûts et de la réduction temporaire des niveaux de production liés à l'expansion du projet White Rose ainsi qu'une chute anticipée des prix du pétrole brut au cours de l'année (diminution de 640,8 millions de dollars)

Conformément à la Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada–Terre-Neuve, des paiements sont effectués au Fonds terre-neuvien des ressources en hydrocarbures extracôtiers et le montant de ces paiements correspondant aux redevances ainsi qu'aux rentrées d'impôt provincial sur le revenu des sociétés et aux autres recettes tirées de l'exploitation des ressources extracôtiers.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

viii) Diminution des paiements prévus au titre des infrastructures relativement aux initiatives suivantes (une diminution de 1,4 milliard de dollars) : Financement pour le Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités (supplément) (budget fédéral de 2009) (diminution de 135,2 millions de dollars); Financement pour la création du Fonds pour l'infrastructure verte afin d'améliorer la qualité de l'environnement et rendre l'économie plus viable à long terme (budget fédéral de 2009) (diminution de 186,3 millions de dollars); Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires (budget fédéral de 2009) (diminution de 240,0 millions de dollars); Financement pour appuyer le Fonds de stimulation de l'infrastructure qui vise à accélérer et augmenter le nombre de projets provinciaux, territoriaux et municipaux de remise en état de l'infrastructure prêts à être exécutés (budget fédéral de 2009) (diminution de 874,5 millions de dollars)

Conformément au Plan d'action économique du Canada, les flux de trésorerie prévus pour les deux premières années ont été divisés également entre les exercices 2009-2010 et 2010-2011. Des négociations intenses ont eu lieu la première année, de même que la sélection et l'approbation des projets avant que les fonds soient accordés. Le plus important demeure le fait que le rythme de financement des projets de même que la vitesse à laquelle les fonds sont dépensés sont déterminés en fonction de ceux qui proposent les projets, soit les provinces, les territoires, les municipalités ou d'autres partenaires. Le financement fédéral se fait au rythme de la construction, les dépenses sont engagées et les factures soumises. Ces facteurs signifient que les ressources fédérales seront plutôt dépensées durant la deuxième année (2010-2011) du Plan d'action du gouvernement en matière de micro-économie d'Infrastructure. Les rapports financiers à jour des responsables du projet confirment ce fait.

3. Augmentation prévue de 0,2 milliard de dollars des dépenses non budgétaires législatives attribuable en grande partie à la principale initiative suivante :

i) Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants en raison de nouvelles prévisions plus élevées à l'égard des prêts faites par le Bureau de l'actuaire en chef ainsi qu'une diminution des remboursements prévus (242,5 millions de dollars)

Dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants, on offre une aide financière aux étudiants postsecondaires qui en ont besoin. L'augmentation des prêts nets est attribuable à deux facteurs : une augmentation du taux de croissance de 5,8 p. 100 des nouveaux prêts et une diminution des remboursements prévus.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010.

Modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une modification qui a été apportée au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu du décret C.P. 2009-1616, le ministre chargé de l'application de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* est désigné comme ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, à compter du 23 septembre 2009.

Modifications apportées aux crédits et aux postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2009-2010 et les budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) de 2009-2010, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit L12c – Pour porter de 22 500 000 \$ à 38 200 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la *Loi de crédits n° 1 de 1971*; montant supplémentaire requis

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit 32c – Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 7c – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 935 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 87 103 \$ pour paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 87 103 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 10c – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement et:

- (a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminés pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;
- (b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent:
 - (i) des services du Secteur des programmes d'accès public;
 - (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;
 - (iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada;
 - (iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire;
 - (v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14 b) de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation, pour les sociétés d'État;
 - (vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État; et

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

(c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 785 753 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010*

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Allocation pour automobile

Ressources naturelles – Ministère

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 :

Anciens Combattants

Ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture) – Traitement et allocation pour automobile

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile

Agence du revenu du Canada

Ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique – Traitement et allocation pour automobile

Citoyenneté et Immigration – Ministère

Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Conseil du Trésor – Secrétariat

Président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile

Industrie – Ministère

Ministre d'État (Sciences et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile

Patrimoine canadien – Ministère

Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile

Transports – Ministère

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile

Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada

Fonds chantiers Canada – Volet Collectivités, supplément

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour, ce qui comprend le budget principal des dépenses ainsi que toutes autorisations du budget supplémentaire des dépenses approuvées précédemment au cours du même exercice. La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Les colonnes sous « Total des autorisations à ce jour » représentent les budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (C). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2009-2010.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, ainsi que les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du Programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des subventions ou des contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
 - (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - (iii) *Crédit pour rajustements à la rémunération* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.
- (vii) *Crédit pour les initiatives d’exécution du budget* – Ce crédit d’une durée limitée a cessé d’être en vigueur le 30 juin 2009. Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 comprenait une liste complète des affectations accordées dans le cadre de ce crédit.

Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, ce crédit augmente d’autres crédits et accorde des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s’inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l’adoption d’autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d’information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l’information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu’invoquent les organisations pour réduire le montant demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement, les besoins en matière de rémunération et les initiatives d'exécution du budget, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, urgentes et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice. Les ministères, les organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

Initiatives d'exécution du budget (crédit 35 du CT) – Ce crédit d'une durée limitée a cessé d'être en vigueur le 30 juin 2009. Le budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 comprenait une liste complète des affectations accordées dans le cadre de ce crédit.

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, ce crédit a augmenté d'autres crédits et accordé des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses n'étaient pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivaient dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d'une vue d'ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les autorisations à ce jour – budget principal des dépenses en plus de tous les budgets supplémentaires des dépenses approuvés précédemment et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'un organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles à partir d'un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient aussi être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- ii) les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- iii) les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :

- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes*		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 459 859 899	12 300 000 000	23 686 681	2 483 546 580	12 300 000 000
Agence canadienne de développement international.....	3 452 927 628	3	6 290 793	3 459 218 421	3
Centre de recherches pour le développement international	168 920 390	.....	2 171 005	171 091 395	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	7 552 006 788	77 803 000	23 727 485	7 575 734 273	77 803 000
Agence canadienne de développement économique du Nord	50 317 891	.....	.....	50 317 891	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	446 300 563	.....	2 959 019	449 259 582	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	406 784 493	.....	4 677 359	411 461 852	.....
Société d'expansion du Cap-Breton.....	8 650 000	.....	.....	8 650 000	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 616 777 846	.....	35 760 821	4 652 538 667	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	3 278 864 315	.....	30 365 073	3 309 229 388	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	660 615 917	.....	33 286 560	693 902 477	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 494 135 709	.....	9 575 620	3 503 711 329	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 565 928 471	1	15 343 390	1 581 271 861	1
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	5 800 458 095	.....	(1 001 017 707)	4 799 440 388	.....
École de la fonction publique du Canada	115 862 341	.....	3 595 280	119 457 621	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	161 015 209	.....	3 734 151	164 749 360	.....
Directeur général des élections	120 738 174	.....	1 215 385	121 953 559	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	20 672 117 290	.....	110 157 935	20 782 275 225	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 075 145 365	.....	37 112 565	1 112 257 930	.....
Agence Parcs Canada.....	780 799 861	.....	16 614 071	797 413 932	.....
INDUSTRIE					
Ministère	3 052 967 880	800 000	31 060 172	3 084 028 052	800 000
Agence spatiale canadienne	378 360 124	.....	5 997 029	384 357 153	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	840 291 836	.....	39 589 614	879 881 450	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 051 350 044	.....	1 735 299	1 053 085 343	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	692 003 069	.....	871 420	692 874 489	.....
JUSTICE					
Ministère	745 975 307	.....	13 449 667	759 424 974	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	34 110 279	.....	571 299	34 681 578	.....
PARLEMENT					
Chambre des communes	430 250 474	.....	.....	430 250 474	.....
Conseiller sénatorial en éthique.....	806 000	.....	.....	806 000	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 499 399 256	.....	10 710 459	1 510 109 715	.....
Société Radio-Canada.....	1 112 607 974	.....	26 908 087	1 139 516 061	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	10 030 982	.....	1 925 448	11 956 430	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	31 823 283	.....	522 496	32 345 779	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1 963 210 758	.....	39 841 520	2 003 052 278	.....

*Voir la note sur page 36.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(1 623 850)	210 503 195	2 000	15 700 000	.....	224 581 345	2 692 427 925	12 315 700 000
3 648 000	540 125 252	.....	.....	.....	543 773 252	4 002 991 673	3
204 606	1	.....	.....	.....	204 607	171 296 002	.....
755 454	141 341 384	.....	.....	.....	142 096 838	7 717 831 111	77 803 000
(1 786 935)	31 165	.....	.....	.....	(1 755 770)	48 562 121	.....
(1 767)	.....	(5 000 000)	.....	.....	(5 001 767)	444 257 815	.....
1 589 601	1	.....	.....	.....	1 589 602	413 051 454	.....
.....	1 465 000	.....	.....	.....	1 465 000	10 115 000	.....
(3 809 437)	10 158 500	.....	.....	.....	6 349 063	4 658 887 730	.....
(935 000)	.....	208 000 000	.....	.....	207 065 000	3 516 294 388	.....
(1 804 873)	23 077 058	.....	.....	.....	21 272 185	715 174 662	.....
50 000	6 150 134	.....	.....	.....	6 200 134	3 509 911 463	.....
(4 953 750)	4 766 441	.....	.....	.....	(187 309)	1 581 084 552	1
144 693	298 145 607	.....	.....	.....	298 290 300	5 097 730 688	.....
(4 115)	.....	9 657 290	.....	.....	9 653 175	129 110 796	.....
45 000	1	.....	.....	.....	45 001	164 794 361	.....
(1 637)	.....	25 000 000	.....	.....	24 998 363	146 951 922	.....
4 307 178	2	.....	.....	.....	4 307 180	20 786 582 405	.....
(500 000)	1	.....	.....	.....	(499 999)	1 111 757 931	.....
2 754 681	4 386 000	.....	.....	.....	7 140 681	804 554 613	.....
(26 400)	2	.....	.....	.....	(26 398)	3 084 001 654	800 000
.....	1	.....	.....	.....	1	384 357 154	.....
493 043	2	.....	.....	.....	493 045	880 374 495	.....
850 000	1	.....	.....	.....	850 001	1 053 935 344	.....
(52 500)	.....	.....	.....	.....	(52 500)	692 821 989	.....
3 000 000	47 532 312	.....	.....	.....	50 532 312	809 957 286	.....
.....	100 000	.....	.....	.....	100 000	34 781 578	.....
.....	5 712 988	4 160 000	.....	.....	9 872 988	440 123 462	.....
.....	50 000	.....	.....	.....	50 000	856 000	.....
(37 500)	1	.....	.....	.....	(37 499)	1 510 072 216	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	1 139 516 062	.....
.....	225 564	.....	.....	.....	225 564	12 181 994	.....
(317 000)	.....	.....	.....	.....	(317 000)	32 028 779	.....
(45 178)	3	.....	.....	.....	(45 175)	2 003 007 103	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes*		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	42 349 376 057	597 335 885	30 063 256	42 379 439 313	597 335 885
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	4 155 035 102	.....	28 411 086	4 183 446 188	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	659 691 000	.....	.....	659 691 000	.....
Office national de l'énergie	56 003 989	.....	5 432 651	61 436 640	.....
SANTÉ					
Ministère	3 602 316 704	.....	48 433 384	3 650 750 088	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	983 638 630	.....	1 018 759	984 657 389	.....
Agence de la santé publique du Canada	1 129 424 449	.....	8 550 746	1 137 975 195	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	411 824 468	.....	3 727 639	415 552 107	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 691 322 331	.....	90 135 947	1 781 458 278	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	512 739 332	.....	8 288 988	521 028 320	.....
Service correctionnel	2 275 897 496	.....	37 380 407	2 313 277 903	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles....	48 963 228	.....	1 868 027	50 831 255	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	3 326 227 398	.....	51 021 111	3 377 248 509	.....
TRANSPORTS					
Ministère	1 505 458 199	.....	20 187 037	1 525 645 236	.....
Société canadienne des postes	72 210 001	.....	.....	72 210 001	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	615 784 000	.....	.....	615 784 000	.....
Marine Atlantique S.C.C.	126 333 000	.....	.....	126 333 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	7 688 372 159	.....	656 485	7 689 028 644	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	3 002 901 165	.....	48 984 264	3 051 885 429	.....
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses	88 510 309 139	64 363 595 001	83 402 217	88 593 711 356	64 363 595 001
Comptes à fins déterminées consolidés	17 739 038 000	.....	.....	17 739 038 000	.....
Total des budgets des dépenses.....	249 194 279 358	77 339 533 890	.....	249 194 279 358	77 339 533 89

* Le montant des autorisations à ce jour comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des Services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2008-2009 et qui seront dépensés en 2009-2010.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Budgets des dépenses précédents :
Budget principal des dépenses
Budget supplémentaire des dépenses (A).....
Budget supplémentaire des dépenses (B).....
Présent budget supplémentaire des dépenses
Total des budgets des dépenses à ce jour

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
524 800	3	(52 046 842)	.....	242 476 279	190 954 240	42 327 917 274	839 812 164
(5 296 862)	2	(227 140 000)	.....	.....	(232 436 860)	3 951 009 328	.....
.....	182 000 000	.....	.....	.....	182 000 000	841 691 000	.....
.....	2 147	.....	.....	.....	2 147	61 438 787	.....
536 409	37 630 743	.....	.....	.....	38 167 152	3 688 917 240	.....
620 229	1	.....	.....	.....	620 230	985 277 619	.....
721 838	52 863 520	.....	.....	.....	53 585 358	1 191 560 553	.....
(2 790 087)	27 398 599	.....	.....	.....	24 608 512	440 160 619	.....
3 761 537	2	.....	.....	.....	3 761 539	1 785 219 817	.....
.....	7 055 713	.....	.....	.....	7 055 713	528 084 033	.....
(215 121)	1	.....	.....	.....	(215 120)	2 313 062 783	.....
(34 879)	1	.....	.....	.....	(34 878)	50 796 377	.....
2 046 382	143 989 066	.....	.....	.....	146 035 448	3 523 283 957	.....
(1 816 560)	1	20 418 773	.....	.....	18 602 214	1 544 247 450	.....
.....	652 000	.....	.....	.....	652 000	72 862 001	.....
.....	9 359 000	.....	.....	.....	9 359 000	625 143 000	.....
.....	260 000	.....	.....	.....	260 000	126 593 000	.....
.....	.....	(1 436 077 848)	.....	.....	(1 436 077 848)	6 252 950 796	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	3 051 885 430	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	88 593 711 356	64 363 595 00
.....	.....	5 525 000 000	.....	.....	5 525 000 000	23 264 038 000	.....
.....	1 754 981 417	4 071 973 373	15 700 000	242 476 279	6 085 131 069	255 021 234 148	77 597 710 169	

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
85 996 438 442	150 157 058 914	236 153 497 356	78 603 002	271 424 001	350 027 003	236 503 524 359
5 005 062 439	1 552 070 005	6 557 132 444	247 840 001	52 271 800 000	52 519 640 001	59 076 772 445
4 874 215 778	1 609 433 780	6 483 649 558	48 000 001	24 421 866 885	24 469 866 886	30 953 516 444
95 875 716 659	153 318 562 699	249 194 279 358	374 443 004	76 965 090 886	77 339 533 890	326 533 813 248
1 754 981 417	4 071 973 373	5 826 954 790	15 700 000	242 476 279	258 176 279	6 085 131 069
97 630 698 076	157 390 536 072	255 021 234 148	390 143 004	77 207 567 165	77 597 710 169	332 618 944 317

Nota : Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des Service frontaliers du Canada qui ont été votés en 2008-2009 et qui seront dépensés en 2009-2010.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1c	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 126 730 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 498 327 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 307 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 147 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 47 900 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	92 475 041	
5c	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 873 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	35 013 675	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10c	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008	83 014 479	
L12c	Pour porter de 22 500 000 \$ à 38 200 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi de crédits n°1 de 1971</i> ; montant supplémentaire requis.....	15 700 000	
			226 203 195
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30c	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	90 592 208	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
32c	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan.....	449 533 044	540 125 252
40c	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 129 606 \$ du crédit 25 (Santé) et de 75 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; et d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 792 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 5 666 785 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 79 270 \$ du crédit 1 (Défense nationale), et de 25 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et de 762 648 \$ du crédit 37b (Affaires indiennes et du Nord canadien) <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	141 341 383	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 418 945 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> , et de 1 024 287 \$ du crédit 39b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i>	1	141 341 384
37c	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement		31 165
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
5c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 275 787 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 317 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
10c	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		1 465 000
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions	22 417 058	
35c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	660 000	
			23 077 058

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
1c	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, [ch. V-4]), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	810 134	
10c	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	5 340 000	
			6 150 134
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1c	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 766 440	
5c	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	1	
			4 766 441

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1c	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 115 \$ du crédit 40 (Conseil du Trésor), de 45 178 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 43 591 \$ du crédit 1 (Santé), de 26 400 \$ du crédit 1 (Industrie), de 18 819 \$ du crédit 50 (Industrie), de 3 186 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 1 767 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 1 637 \$ du crédit 15 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	855 500	
10c	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	875 368	
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	196 414 739	
30c	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	100 000 000	
		298 145 607	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	1
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1c	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 110 953 261 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 5 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 705 480 \$ du crédit 1 (Transports) et de 52 500 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
5c	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 393 200 \$ du crédit 45 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
10c	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 241 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	1
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1c	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 351 134 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
5c	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 378 339 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 1 449 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			2
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35c	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
50c	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
60c	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 120 000 \$ du crédit 50 (Industrie) et de 261 862 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 300 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 250 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1c	Justice – Dépenses de fonctionnement et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	47 532 311	
5c	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	47 532 312
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
45c	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariats à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme		100 000
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5c	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		5 712 988

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
20c	Conseiller sénatorial en éthique – Dépenses du Programme.....	.....	50 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
5c	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 914 422 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 50 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 35 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> .....	.....	1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
25c	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 299 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> .....	.....	1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45c	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....	.....	225 564

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p><i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 149 859 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>.....</p>	1	
5c	<p>Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 232 400 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>.....</p>	1	
10c	<p>Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 390 200 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i></p>	1	
			3

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1c	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et: (a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; (b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent: (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada; (iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire; (v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14 b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation, pour les sociétés d'État; (vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; et (c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 785 753 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
5c	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 524 800 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 935 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 87 103 \$ au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 87 103 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	

3

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1c	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 2b (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i>	1	
5c	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			2
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
10c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		182 000 000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25c	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme		2 147
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 935 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	32 133 772	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5c	Santé – Dépenses en capital.....	241 000	
10c	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 255 971	
			37 630 743
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25c	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 500 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 349 835 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40c	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 1 100 000 \$ du crédit 45 (Santé), de 8 650 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 1 804 873 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	52 863 518	
45c	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 883 616 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
50c	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 25 (Santé) et de 30 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			52 863 520
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
5c	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 026 591 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		27 398 599
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20c	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement	7 055 712	
25c	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			7 055 713

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	SERVICE CORRECTIONNEL		
30c	Service correctionnel – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et <i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 84 879 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
40c	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 701 167 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 69 731 625 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 20 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		143 989 066

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1c	Transports – Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 339 000 \$ du crédit 5 (Transports), de 721 948 \$ du crédit 10 (Transports) et de 88 920 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
15c	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales		652 000
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
20c	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		9 359 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
35c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : <i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i> <i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....</i>		260 000
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1c	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 082 564 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>		1
			1 756 136 915

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1c	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> .....	.....	10 158 500
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25c	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 1 (Transports) de 674 785 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de 500 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 379 896 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	4 386 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 809 437 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
15c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 872 031 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1	
			2
			14 544 502

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Allocation pour automobile	2 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
Fonds d'adaptation des collectivités	(5 000 000)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection	125 000 000
Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	188 000 000
Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	(110 000 000)
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000
CONSEIL DU TRÉSOR	
École de la fonction publique du Canada	
Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	9 657 290
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Dépenses d'élections	25 000 000
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	4 160 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	192 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	(228 000 000)
Prestation universelle pour la garde d'enfants	14 000 000
Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	(39 000 000)
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	(7 000 000)
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	979 234
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	14 587 014
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	10 000 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(11 016 376)
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	1 411 607
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(8 321)
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire)	242 476 279
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	(640 751 000)
Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	(51 677 000)
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	465 288 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
TRANSPORTS	
Ministère	
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)	(1 103 227)
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)	21 522 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	(874 498 759)
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	(240 000 000)
Volet Collectivités, supplément	(135 245 089)
Fonds pour l'infrastructure verte	(186 334 000)
<hr/>	
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>(1 210 550 348)</i>
<hr/>	
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	5 525 000 000
<hr/>	
Total	4 314 449 652
<hr/>	

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1c	92 475	.....	92 475
	5c	35 014	.....	35 014
	10c	83 491	477	83 014
	L12c	15 700	.....	15 700
Agence canadienne de développement international.....	25c	.....	.....	.....
	30c	90 792	200	90 592
	32c	449 533	.....	449 533
Centre de recherches pour le développement international.....	40c	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1c	180 318	38 977	141 341
	5c	.....	.....	.....
	10c	44 106	44 106	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	37c	31	.....	31
	39c	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
.....	1c	.....	.....	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	.....	.....	.....
Société d'expansion du Cap-Breton.....	10c	1 465	.....	1 465
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
.....	1c	10 158	.....	10 158
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30c	22 417	.....	22 417
	35c	660	.....	660
ANCIENS COMBATTANTS				
.....	1c	4 800	3 990	810
	10c	5 340	.....	5 340
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1c	4 788	22	4 766
	5c	584	584	.....
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1c	856	.....	856
	10c	875	.....	875
	15c	196 415	.....	196 415
	30c	100 000	.....	100 000
École de la fonction publique du Canada.....	40c	1 164	1 164	.....
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
Directeur général des élections.....	15c	.....	.....	.....
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1c	124 953	124 953	.....
	5c	10 004	10 004	.....
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1c	100	100	.....
	10c	.....	.....	.....
Agence Parcs Canada.....	25c	4 386	.....	4 386

*Voir la note au bas de la page 61.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
INDUSTRIE				
Ministère.....	1c	2 351	2 351	.....
	5c	1 449	1 449	.....
	10c	.....	.....	.....
Agence spatiale canadienne.....	25c	.....	.....	.....
	35c	500	500	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	50c	.....	.....	.....
	60c	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	70c	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	85c	.....	.....	.....
JUSTICE				
Ministère.....	1c	47 532	.....	47 532
	5c	.....	.....	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	45c	100	.....	100
PARLEMENT				
Chambre des communes.....	5c	5 713	.....	5 713
Conseiller sénatorial en éthique.....	20c	50	.....	50
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	.....	.....	.....
Société Radio-Canada.....	15c	.....	.....	.....
	25c	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	45c	226	.....	226
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	90c	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS				
.....	1c	3 022	3 022	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1c	1 925	1 925	.....
	5c	290	290	.....
	7c	.....	.....	.....
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1c	1 220	1 220	.....
	2c	.....	.....	.....
	5c	63 600	63 600	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	10c	182 000	.....	182 000
Office national de l'énergie.....	25c	2	.....	2
SANTÉ				
Ministère.....	1c	32 134	.....	32 134
	5c	241	.....	241
	10c	20 639	15 383	5 256
Instituts de recherche en santé du Canada.....	25c	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada.....	40c	62 614	9 750	52 864
	45c	.....	.....	.....
	50c	.....	.....	.....

*Voir la note au bas de la page 61.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1c	272	272	.....
	5c	33 425	6 026	27 399
Agence des services frontaliers du Canada.....	10c	1 763	1 763	.....
	15c	300	300	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20c	7 056	.....	7 056
	25c	.....	.....	.....
Service correctionnel.....	30c	.....	.....	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40c	.....	.....	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	50c	188 720	44 732	143 988
	55c	11 448	11 448	.....
TRANSPORTS				
Ministère.....	1c	2 177	2 177	.....
	5c	3 912	3 912	.....
	10c	6 509	6 509	.....
Société canadienne des postes.....	15c	652	.....	652
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	20c	9 359	.....	9 359
La Société des ponts fédéraux limitée.....	30c	894	894	.....
Marine Atlantique S.C.C.....	35c	260	.....	260
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....				
	1c	29 066	29 066	.....
	5c	9 875	9 875	.....
Total pour tous les ministères, organismes et société d'État.....		2 211 721	441 041	1 770 680

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	12 512	7 551	756	70 794	3 732
Agence canadienne de développement international	.....	(3)	.....	(42)	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	6 737	(257)	(61)	(1 213)	(52)
Agence canadienne de développement économique du Nord	(329)	(61)	(14)	(289)	(12)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	.....	.....	.....	(2)	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	.....	.....	.....	(3)	.....
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada					
Ministère	.....	.....	.....	1 587	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	.....	(126)	(26)	(447)	(24)
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 624	2 097	(1 505)	1 459	.....
Anciens combattants	.....	.....	.....	4 850	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	660	667	(7)	22 692	(686)
Conseil du Trésor					
Secrétariat	296 415	.....	.....	905	.....
École de la fonction publique du Canada	693	1 039	328	5 338	784
Conseil privé					
Ministère	.....	.....	.....	45	.....
Directeur général des élections	10 247	(2 969)	(251)	12 321	853
Défense nationale					
Ministère	22 310	4 838	.....	11 602	15 023
Environnement					
Ministère	100	.....	.....	(741)	.....
Agence Parcs Canada	.....	.....	.....	2 775	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 800	2 324	34 372	389	74 993	.....	135	477	208 881
.....	.....	.....	.....	94 485	.....	449 533	200	543 773
.....	.....	.....	.....	.....	.....	205	.....	205
(64)	(48)	.....	.....	59 294	.....	160 843	83 082	142 097
(15)	(12)	.....	.....	(1 024)	.....	.....	.....	(1 756)
.....	.....	.....	.....	(5 000)	.....	.....	.....	(5 002)
.....	.....	.....	.....	1 593	.....	.....	.....	1 590
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 465	.....	1 465
.....	.....	.....	4 762	.....	.....	.....	.....	6 349
(92)	(167)	.....	.....	208 000	.....	(53)	.....	207 065
285	652	.....	1 660	.....	.....	15 000	.....	21 272
.....	.....	.....	.....	5 340	.....	.....	3 990	6 200
(538)	230	.....	(104)	(22 496)	.....	.....	606	(188)
.....	95	.....	.....	.....	.....	875	.....	298 290
1 824	312	.....	395	.....	.....	104	1 164	9 653
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	45
1 185	542	1 365	1 884	(203)	.....	24	.....	24 998
29 570	45 544	7 627	2 750	.....	.....	.....	134 957	4 307
.....	.....	.....	.....	241	.....	.....	100	(500)
.....	.....	4 086	280	.....	.....	.....	.....	7 141

* Voir la note au bas de la page 67.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Industrie					
Ministère	275	113	(11)	(444)	44
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(200)	.....
Conseil national de recherches du Canada	.....	7	.....	76	3
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
Justice					
Ministère	47 532	.....	.....	.....	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	.....	.....	.....	100	.....
Parlement					
Chambre des communes	1 788	3 594	1 075	23	.....
Conseiller sénatorial en éthique	.....	.....	.....	50	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	.....	(1 145)	(821)	(2 869)	(154)
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	226	.....	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	1 205	244	50	173	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	1 471	108	.....	5 722	65
Ressources naturelles					
Ministère	.....	.....	.....	(4 005)	.....
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	2	.....	.....	.....	.....
Santé					
Ministère	6 768	4 230	1 453	10 303	1 064
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada	8 065	1 123	26 625	4 607	500
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	191	23	.....	(31)	.....
Agence des services frontaliers du Canada	1 094	714	24	2 574	59
Service canadien du renseignement de sécurité	1 594	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	85	(28)	(1)	(131)	(4)
Commission nationale des libérations conditionnelles	(85)	32	.....	10	5
Gendarmerie royale du Canada	18 548	44 460	964	58 158	16 302

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	1 080	.....	2 717	.....	.....	.....	3 800	(26)
.....	.....	.....	.....	700	.....	.....	500	.....
1	24	.....	.....	382	.....	.....	.....	493
.....	.....	.....	.....	850	.....	.....	.....	850
.....	.....	.....	.....	(53)	.....	.....	.....	(53)
.....	.....	.....	.....	3 000	.....	.....	.....	50 532
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	100
.....	3 393	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 873
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	50
(200)	(284)	.....	(605)	7 024	.....	(984)	.....	(38)
.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	226
.....	.....	.....	.....	(317)	.....	.....	.....	(317)
275	640	.....	.....	390	.....	.....	3 022	(45)
.....	20	.....	37	(56 730)	.....	.....	2 215	(51 522)
.....	.....	(100)	.....	(163 512)	.....	.....	64 820	(232 437)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	182 000	.....	182 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2
2 907	5 606	36	205	20 589	.....	389	15 383	38 167
.....	.....	.....	.....	620	.....	.....	.....	620
.....	11 603	.....	1 183	(245)	.....	9 875	9 750	53 586
.....	.....	.....	.....	30 724	.....	.....	6 298	24 609
307	255	300	441	.....	.....	56	2 063	3 761
.....	.....	7 000	.....	.....	.....	(1 538)	.....	7 056
(25)	(79)	.....	.....	.....	.....	(32)	.....	(215)
.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(35)
20 432	25 019	.....	5 158	.....	.....	13 173	56 180	146 034

* Voir la note au bas de la page 67.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Transports					
Ministère	636	166	118	3 343	.....
Société canadienne des postes	.....	.....	.....	.....	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
La Société des ponts fédéraux limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	.....	293	45	6 103	12 984
Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'États	440 364	66 710	28 741	215 193	50 486
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2009-2010	440 364	66 710	28 741	215 193	50 486

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	71	572	.....	5 787	.....	20 508	12 598	18 603
.....	.....	.....	.....	.....	.....	652	.....	652
.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 359	.....	9 359
.....	.....	.....	.....	.....	.....	894	894	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	260	.....	260
.....	.....	.....	.....	(1 436 078)	.....	.....	.....	(1 436 078)
11 170	1 383	848	643	.....	.....	5 472	38 941	.....
68 822	98 206	56 106	21 795	(1 171 646)	.....	868 215	441 040	301 952
.....	.....	.....	.....	5 525 000	.....	.....	.....	5 525 000
68 822	98 206	56 106	21 795	4 353 354	.....	868 215	441 040	5 826 952

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Nota : Les paiements de transfert et les recette à valoir sur le crédit ont été rajustés afin de tenir compte des coûts administratifs consolidés du programme d'assurance-emploi. La consolidation des coûts résulte du redressement de montants recouverts plutôt que d'une augmentation des paiements de transfert.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

113 600 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009-2010 auront été octroyés.

Ministère, organisme ou société d'État

(dollars)

Énergie atomique du Canada limitée

50 000 000

Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU et fonds pour les réparations du réacteur national de recherche universel (NRU)

Énergie atomique Canada limitée (EACL) est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et développement dans le secteur nucléaire, la production d'isotopes médicaux, les déchets radioactifs et le déclassement des centrales nucléaires.

Des défis techniques inattendus à l'égard des contrats pour la remise en état du réacteur CANDU ont donné lieu à une insuffisance de trésorerie. Bien qu'EACL soit l'organisme le mieux placé pour procéder à la remise en état des réacteurs CANDU, ces projets constituent néanmoins une première, d'où leur complexité inhérente. Pour faire suite à l'arrêt imprévu du réacteur national de recherche universel (NRU) en mai 2009, des travaux de réparation sont nécessaires pour remettre en service le réacteur afin de répondre aux exigences en matière d'approvisionnement en isotopes médicaux.

Puisque le crédit actuel d'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de permettre à EACL de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.

Justice

37 600 000

Fonds pour des rajustements à la rémunération versés aux employés du groupe Droit

Ces fonds permettent d'indemniser le ministère de la Justice pour les conséquences des conventions collectives et d'autres rajustements aux conditions de la prestation des services ou aux conditions d'emploi ayant trait aux employés du groupe Droit.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)	
Ressources naturelles		26 000 000
Fonds pour des subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons		
Ces fonds supplémentaires permettent la participation d'un nombre accru de propriétaires de maisons au programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons, qui fournit des subventions fédérales pour des rénovations de maisons visant à réduire les coûts énergétiques.		
<i>Total des affectations</i>		<i>113 600 000</i>
Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales		0 \$
Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.		
Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.		
Crédit 15 – Rajustements à la rémunération		196 414 739 \$
Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> . Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.		
Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2009-2010 auront été octroyés.		
Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	7 511 012
Agence canadienne de développement international	25	123 821
Commission mixte internationale	45	34 564
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	50	18 434
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	544 474
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	7 564
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	18 043
Agence du revenu du Canada	1	54 024 171

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	7 281 308
Anciens Combattants		
Ministère	1	4 418 564
Ministère – Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	15	76 501
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	3 045 772
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	750 323
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	49 553
École de la fonction publique du Canada	40	25 033
Conseil privé		
Ministère	1	254 310
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	927 306
Directeur général des élections	15	328 896
Commissariat aux langues officielles	20	123 997
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	42 020
Défense nationale		
Ministère	1	14 638 465
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	99 995
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	56 943
Environnement		
Ministère	1	6 818 573
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	4 770
Finances		
Ministère	1	143 866
Vérificateur général	15	32 309
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	120 311
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	232 040
Gouverneur général	1	38 702
Industrie		
Ministère	1	1 806 704
Agence spatiale canadienne	25	254 657
Commission canadienne du tourisme	40	1 571 693
Commission du droit d'auteur	45	30 355
Conseil national de recherches du Canada	50	4 446 210
Greffe du Tribunal de la concurrence	75	34 406
Statistique Canada	95	403 141

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	44 534
Commission canadienne des droits de la personne	10	328 151
Tribunal canadien des droits de la personne	15	21 898
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	20	155 704
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	117 595
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	8 472 740
Commissariat à l'information du Canada	40	123 259
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	179 504
Cour suprême du Canada	50	524 095
Patrimoine canadien		
Ministère	1	304 545
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	426 450
Bibliothèque et Archives du Canada	50	366 265
Société du Centre national des Arts	55	223 079
Musée national des sciences et de la technologie	80	1 903 889
Commission de la fonction publique	95	802 456
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	179 509
Tribunal de la dotation de la fonction publique	105	20 190
Téléfilm Canada	115	252 658
Pêches et Océans	1	11 822 429
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	360 083
Conseil canadien des relations industrielles	10	54 923
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	15 130
Ressources naturelles		
Ministère	1	4 095 630
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	966 873
Santé		
Ministère	1	13 357 271
Instituts de recherche en santé du Canada	20	357 108
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	57 900
Agence de la santé publique du Canada	40	3 776 675
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	71 446
Agence des services frontaliers du Canada	10	424 273
Service correctionnel	30	11 198 733
Gendarmerie royale du Canada	50	4 252 673
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	22 613
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	30 355

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Transports		
Ministère	1	17 222 641
Office des transports du Canada	25	240 891
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	856 188
Fonds renouvelable des Services immobiliers	1	2 433 463
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	1	12 114
<i>Total des affectations</i>		<i>196 414 739</i>

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement 0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération 275 244 391 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	11 414 452
Commission mixte internationale	45	62 345
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	5 573 055
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	51 649
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	757 847
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	1 160 802
Agence du revenu du Canada	1	33 143 665

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	7 135 444
Commission canadienne du lait	25	17 848
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	8 334 378
Commission canadienne des grains	40	406 182
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	4 828 072
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	1 086 445
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	3 613 917
École de la fonction publique du Canada	40	1 114 472
Commissariat au lobbying	45	30 962
Commissariat à l'intégrité du secteur public	50	8 117
Conseil privé		
Ministère	1	1 488 455
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	317 508
Commissariat aux langues officielles	20	314 237
Défense nationale		
Ministère	1	18 146 443
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	91 138
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	534 881
Environnement		
Ministère	1	7 380 367
Agence Parcs Canada	25	3 595 810
Finances		
Ministère	1	1 649 286
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	330 590
Gouverneur général	1	144 411
Industrie		
Ministère	1	8 104 084
Agence spatiale canadienne	25	828 995
Conseil national de recherches du Canada	50	5 710 880
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	65	646 119
Conseil de recherches en sciences humaines	80	345 370
Statistique Canada	95	8 658 892

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	7 284 205
Commission canadienne des droits de la personne	10	90 537
Tribunal canadien des droits de la personne	15	13 897
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	20	201 169
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	49 112
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	651 893
Commissariat à l'information du Canada	40	10 242
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	92 662
Cour suprême du Canada	50	175 370
Patrimoine canadien		
Ministère	1	3 400 148
Musée canadien de la nature	40	34 956
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	45	743 910
Bibliothèque et Archives du Canada	50	1 251 469
Office national du film	65	769 672
Musée national des sciences et de la technologie	80	73 111
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	85	256 416
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	78 513
Pêches et Océans	1	10 308 850
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	9 271 888
Conseil canadien des relations industrielles	10	154 679
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	89 393
Ressources naturelles		
Ministère	1	5 474 665
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	261 827
Santé		
Ministère	1	12 669 463
Instituts de recherche en santé du Canada	20	546 796
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	75 908
Agence de la santé publique du Canada	40	2 866 260

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	1 189 930
Agence des services frontaliers du Canada	10	13 056 198
Service correctionnel	30	15 510 675
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	636 912
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	93 406
Gendarmerie royale du Canada	50	32 749 329
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	36 547
Transports		
Ministère	1	6 079 989
Office des transports du Canada	25	543 799
Commission de la capitale nationale	40	1 005 099
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	10 418 377
<i>Total des affectations</i>		<i>275 244 391</i>

Crédit 35 – Initiatives d'exécution du budget

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1er avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d'autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

Ce crédit d'une durée limitée a cessé d'être en vigueur le 30 juin 2009. Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 comprenait une liste complète des affectations accordées dans le cadre de ce crédit.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

À titre d'organisme responsable de la sécurité des Jeux olympiques, la Gendarmerie royale du Canada, de concert avec d'autres ministères, est chargée d'assurer le déroulement sûr et sécuritaire des Jeux. Ces fonds appuieront un certain nombre d'initiatives dont l'adjudication de marchés à des entreprises privées de sécurité et de marchés pour l'hébergement à bord de navires, l'installation d'un système périmétrique de détection des intrusions, la protection des dignitaires étrangers, l'installation de barrières maritimes, les services de sécurité sur place, la formation sur la gestion des conséquences des incidents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE), le déploiement du personnel des Forces canadiennes, le soutien de la flotte, l'inspection du fret et le filtrage des courriels.

Agence des services frontaliers du Canada	645
Défense nationale	17 416
Gendarmerie royale du Canada	62 039
Pêches et Océans	2 840
Société canadienne des postes	652
Total	83 592

Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (budget fédéral de 2009)

Ces fonds permettront d'accroître le nombre d'emplois étudiants dans la fonction publique fédérale, l'objectif étant de soutenir l'emploi chez les jeunes et d'aider ces derniers à contrer les effets des perturbations actuelles du marché du travail.

Affaires indiennes et du Nord canadien	18
Environnement	100
Office national de l'énergie	2
Total	120

Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada

Grâce à ces fonds, un éventail d'études et de projets peuvent être entrepris dans le cadre de l'Initiative sur l'interopérabilité et la gérance financières, afin d'améliorer l'interopérabilité et l'efficacité des systèmes d'information financière, d'aider davantage les sous-ministres à exercer leur rôle d'administrateur des comptes et de faciliter le passage aux états financiers vérifiés.

Affaires étrangères et Commerce international	150
Agence du revenu du Canada	10 158
Défense nationale	2 136
Pêches et Océans	50
Secrétariat du Conseil du Trésor	856
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 650
Total	15 000

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la mise en œuvre d'une nouvelle approche à l'égard du perfectionnement en leadership au sein de la fonction publique fédérale

Ces fonds serviront à la conception préliminaire de cours de perfectionnement en leadership à l'intention des gestionnaires et des cadres supérieurs à l'École de la fonction publique du Canada et à établir un fonds d'innovation pour le perfectionnement en milieu de travail qui appuiera la formation et le perfectionnement à toutes les étapes du continuum du leadership.

École de la fonction publique du Canada	1 164
Secrétariat du Conseil du Trésor	875
Total	2 039

Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique

Les fonds permettront de mettre en œuvre et d'appliquer la loi proposée sur la protection du commerce électronique qui vise à réduire la prolifération des courriels de nature commerciale non sollicités (pourriels) et à prévenir la propagation des logiciels espions.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	100
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	226
Industrie	560
Total	886

Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010

Ces fonds serviront à appuyer la planification et les activités relatives au maintien de l'ordre et à la sécurité au Sommet du G8 et à couvrir les coûts de la planification et des préparatifs du Sommet du G20. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), de concert avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, veillera à la sécurité de l'ensemble des participants. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront utilisés pour : concevoir, planifier et coordonner les opérations de sécurité des sommets; fournir des locaux temporaires pour le Sommet du G8 à la GRC et à ses partenaires responsables de la sécurité; fournir les technologies de l'information et les dispositifs de communication portatifs; collaborer avec les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux responsables d'assurer la sécurité du Sommet et veiller à la sécurité de toutes les personnes jouissant d'une protection internationale qui participent au Sommet.

Agence de la santé publique du Canada	190
Défense nationale	11 716
Gendarmerie royale du Canada	131 663
Industrie	2 691
Santé	41
Sécurité publique et Protection civile	32 055
Service canadien du renseignement de sécurité	597
Transports	469
Total	179 422

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

Ces fonds permettront de traiter les demandes de paiements aux anciens élèves des pensionnats indiens, de fournir un soutien à la recherche et à l'administration à la Commission de vérité et de réconciliation, d'offrir des services d'aide en santé mentale et un soutien sur le plan affectif aux anciens élèves et à leur famille et, finalement, d'aider les communautés autochtones à élaborer des démarches de guérison durables.

Affaires indiennes et du Nord canadien	18 894
Ressources humaines et Développement des compétences	1 925
Santé	24 324
Total	45 143

Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir

Dans la foulée des recommandations découlant du rapport Weatherill sur l'éclosion de listériose survenue en 2008, ces fonds permettront au gouvernement fédéral d'engager plus d'inspecteurs des viandes, d'améliorer les programmes de formation et les outils destinés aux inspecteurs, d'augmenter les analyses, de renforcer le système national de surveillance de la santé publique, de moderniser les normes de salubrité des aliments et d'accroître la capacité en vue de gérer les interventions en cas d'éclosion de maladie d'origine alimentaire.

Agence canadienne d'inspection des aliments	8 077
Agence de la santé publique du Canada	2 640
Santé	1 873
Total	12 590

Fonds visant à atténuer la deuxième vague de la pandémie de grippe H1N1 et à prendre les mesures pour y faire face

Ces fonds serviront à compenser les coûts supplémentaires relatifs à la deuxième vague de grippe H1N1 de 2009, soit pour l'achat d'antiviraux destinés aux enfants; l'approbation réglementaire du vaccin contre la grippe H1N1; les communications; la recherche accélérée et l'intervention d'urgence ainsi que la surveillance accrue et la gestion de l'épidémie au sein des populations des Premières nations et des Inuits et partout au Canada.

Agence de la santé publique du Canada	59 784
Santé	26 776
Total	86 560

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti

Ces fonds appuieront la réponse pangouvernementale initiale du Canada au tremblement de terre en Haïti, notamment pour des contributions au titre de l'aide humanitaire réclamée par les Nations Unies et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, et pour des projets d'organisations non gouvernementales canadiennes déjà actives en Haïti; le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti pour soutenir les activités d'aide humanitaire, de redressement rapide et de reconstruction; le déploiement de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) pour assurer la prestation de soins médicaux d'urgence, la mobilisation d'une expertise technique et des services de purification de l'eau, ainsi que la mise à contribution d'actifs militaires des Forces canadiennes afin de permettre et de garantir la prestation de l'aide humanitaire; et le déploiement éventuel de policiers additionnels aux termes du Programme d'assistance à la police du Canada. Les fonds couvriront aussi les mesures exceptionnelles comme la prestation de services consulaires d'urgence aux Canadiens touchés par le séisme, dont leur évacuation et leur rapatriement au Canada, la tenue au Canada de la Conférence des amis d'Haïti à Montréal, la réparation et la reconfiguration des biens immobiliers du Canada en Haïti, le rétablissement des services de soutien liés à la présence du Canada en Haïti, ainsi que les dépenses de fonctionnement supplémentaires de divers organismes gouvernementaux participant à des activités d'aide en Haïti.

Affaires étrangères et Commerce international	13 354
Agence canadienne de développement international	90 592
Agence des services frontaliers du Canada	1 118
Citoyenneté et Immigration	4 788
Défense nationale	62 323
Gendarmerie royale du Canada	3 932
Total	176 107
GRAND TOTAL	601 459

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre elles à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
Pour aider à l'organisation et à la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax 2009		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 275 787)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	1 275 787
Pour appuyer la recherche sur les répercussions environnementales des substances présentes dans les produits visés par la Loi sur les aliments et drogues		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	250 000
Pour appuyer les activités de la Société internationale sur le SIDA dans le cadre de la planification de la XVIII^e Conférence internationale sur le sida en 2010		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	55 000
Pour appuyer les activités de recrutement et de maintien en poste de professionnels de la santé au sein de l'administration fédérale dans le cadre du Partenariat pour les soins de santé		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Anciens Combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	50 000
Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(52 500)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	52 500
Pour appuyer la Communauté nationale des gestionnaires		
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(26 400)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	26 400

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
--	--------	-----------

Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(45 178)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(43 591)
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(18 819)
École de la fonction publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	(4 115)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 186)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 767)
Directeur général des élections	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(1 637)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	118 293

Pour contrer l'écllosion de la grippe H1N1 à l'automne

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(1 804 873)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	1 804 873

Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada

Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(20 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	20 000

Pour développer et mettre en place un système d'approbation préalable à la mise en marché par l'industrie d'aliments enrichis facultativement de vitamines et d'éléments nutritifs minéraux

Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(935 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	935 000

Pour financer le Réseau de recherche sur l'influenza de l'ASPC et des IRSC afin d'appuyer des essais cliniques dans le but d'assurer l'innocuité et l'immunogénicité d'un vaccin contre la pandémie de grippe destiné aux adultes et aux enfants

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	500 000

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
--	--------	-----------

Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et territoires

Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 000 000)
Justice	Crédit 5 (Subventions et contributions)	3 000 000

Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger

Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(147 500)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(47 900)
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	195 400

Pour fournir une aide financière au Ballet-théâtre atlantique du Canada afin d'augmenter l'activité de développement économique grâce à la création d'une production originale (ballet) qui sera présentée aux auditoriums à l'échelle canadienne et qui aura pour but d'accroître la sensibilisation à l'importance d'éliminer la violence faite aux femmes et aux filles

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Crédit 90 (Subventions et contributions)	(317 000)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	317 000

Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés

Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 000 000)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 200 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(674 785)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	5 000 000
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	2 374 785
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	250 000

Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	(129 606)
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 40 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	129 606

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(88 920)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	88 920
Pour la création et les activités d'un groupe consultatif sur l'établissement d'un organisme canadien de promotion de la démocratie dont le mandat est d'appuyer les démocraties fragiles et émergentes à l'étranger		
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	(45 000)
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	45 000
Pour la mise en œuvre du programme de transformation en vue de l'amélioration des institutions et des installations correctionnelles communautaires		
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	50 000
Pour la partie de l'aide publique au développement destinée à l'augmentation des coûts des indemnités pour service à l'étranger		
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(307 000)
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	307 000
Pour la Stratégie emploi jeunesse		
Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(296 862)
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Subventions et contributions)	261 862
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	35 000
Pour le financement de l'initiative d'interopérabilité et de gérance financières afin d'appuyer la mise à niveau et la mise en œuvre des systèmes de planification des ressources d'entreprise		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(3 809 437)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	3 809 437
Pour le financement des coûts liés à la rénovation d'un immeuble à Tunis		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 873 750)
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 873 750

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
--	--------	-----------

Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(498 215)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	79 270
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	418 945

Pour les Services de police communautaire offerts aux Premières nations

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 701 167)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	2 701 167

Pour mettre en œuvre un supplément à la Trousse de mobilisation communautaire « Jeux sans frontières » destiné aux Autochtones et en évaluer l'incidence

Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	50 000

Pour rajuster le financement destiné au programme d'investissements coopératifs qui offre des incitatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(4 000 000)
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	4 000 000

Pour rajuster le transfert des ressources établies avant la création du nouvel organisme en août 2009

Agence canadienne de développement économique du Nord	Crédit 37b (Dépenses de fonctionnement)	(762 648)
	Crédit 39b (Contributions)	(1 024 287)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	762 648
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 024 287

Pour rajuster les fonds consacrés à la promotion des activités de la Journée nationale des Autochtones

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(25 000)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	25 000

Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution de la programmation destinée aux jeunes

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(524 800)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	524 800

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
Pour soutenir la coordination et la mise en œuvre du projet Pangnirtung nommé « Making Connections for Youth »		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Pour soutenir la mise en œuvre du Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(379 896)
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	379 896
Pour soutenir la recherche et les publications sur l'incidence mondiale des maladies chroniques		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(75 000)
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 40 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	75 000
Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine de l'alimentation et des maladies cardiovasculaires		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(99 850)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	99 850
Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine des interventions efficaces de prévention des maladies cardiovasculaires		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(99 985)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	99 985
Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé publique et dans le système de santé en réponse à l'écllosion du virus de la grippe H1N1, dans le but d'éclairer la planification et la prise de décisions futures, et étudier les effets différentiels des interventions en santé publique en réponse au virus de la grippe H1N1 sur les populations vulnérables, y compris les Autochtones, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les travailleurs de la santé		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(150 000)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	150 000
Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(50 000)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
--	--------	-----------

Pour soutenir le projet du Forum destiné aux jeunes maldesservis

Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(30 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	30 000

Pour soutenir les activités de recherche dans le cadre de l'Année polaire internationale

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(300 000)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(300 000)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	600 000

Pour une augmentation salariale à la suite de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	(84 879)
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	84 879

Remboursement des fonds inutilisés pour l'initiative des IRSC « Subvention d'équipe émergente : Comorbidité des troubles cérébraux et autres problèmes de santé »

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	(150 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	150 000

Remboursement des fonds inutilisés pour les initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opérations de la sûreté maritime

Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(705 480)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	705 480

Remboursement des fonds inutilisés pour les initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 45 (Dépenses en capital)	(393 200)
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	393 200

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Les virements de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Les virements entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour augmenter de 112 646 \$ la subvention « Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale » et pour augmenter de 150 000 \$ la subvention « Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité ».
Citoyenneté et Immigration – Ministère	5c	Pour augmenter de 338 342 \$ la subvention « Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne » et pour augmenter de 196 000 \$ la subvention « Fonds visant à appuyer l'élaboration de politiques et de recherches en matière de migration internationale ».
Pêches et Océans – Ministère	10c	Pour augmenter de 250 000 \$ la subvention « Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateau ».
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	5c	Pour augmenter de 290 000 \$ la subvention « Subvention à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail ».
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25c	Pour augmenter de 620 229 \$ la subvention « Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel ».

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	No du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 15 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour financer les augmentations au budget provincial des refuges pour les victimes de violence familiale, les paiements d'aide au revenu facturés par les provinces, les paiements pour l'éducation et la construction d'écoles.
Défense nationale – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 110 953 261 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	No du crédit	Explication
Environnement – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 241 000 \$ du crédit 1 (Environnement) pour les coûts supplémentaires de contributions liés aux Programmes en matière d'eau douce – assainissement des Grands Lacs et Lake Winnipeg Research Consortium.
Industrie – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 2 351 134 \$ du crédit 10 (Industrie) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Industrie – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 1 378 339 \$ du crédit 1 (Industrie) pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisations; et de 1 449 000 \$ du crédit 10 (Industrie) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35c	Pour autoriser le virement de 200 000 \$ du crédit 25 (Industrie) pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	60c	Pour autoriser le virement de 120 000 \$ du crédit 50 (Industrie) pour le financement du Bureau International des Poids et Mesures et pour le financement de la nouvelle société sans but lucratif à la suite de la privatisation des Presses scientifiques.
Patrimoine canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 4 386 780 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour entreprendre des projets qui permettront d'atteindre les objectifs du programme Culture canadienne en ligne, soit soutenir la création de contenu culturel numérisé reflétant la diversité de notre culture et de notre patrimoine; de 1 799 042 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour mettre en œuvre un Programme de résolutions de conflits en matière de langues officielles et pour mettre en branle des projets de recherche dans le domaine des langues officielles; et de 728 600 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour répondre aux besoins quant au relais de la flamme olympique de Vancouver 2010.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	25c	Pour autoriser le virement de 26 299 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) pour financer des dépenses en capital de Newsworld et de RDI (Réseau de l'information) et financer des projets d'immobilisations tels que : les projets de désaffiliation dans trois marchés du Québec, la transition à la télévision haute définition (TVHD) et la transition à la radiodiffusion numérique pour transmettre des signaux de télévision au delà de l'échéance du CRTC, établie en août 2011, pour la distribution en mode analogique.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	No du crédit	Explication
Pêches et Océans	1c	Pour autoriser le virement de 3 022 259 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) pour réduire le montant des nouveaux crédits nécessaires; et de 127 600 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) pour la programme de contributions par catégorie de bénéficiaires du programme des Ports pour petits bateaux afin de supporter la construction accélérée par étape du Port pour petits bateaux chez Pangnirtung à Nunavut.
Pêches et Océans	5c	Pour autoriser le virement de 232 400 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour les frais de personnel liés à de nouvelles conventions collectives et à des employés dont le salaire est imputé à des grands projets d'immobilisations.
Pêches et Océans	10c	Pour autoriser le virement de 250 000\$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir des projets de dessaisissement dans le cadre du programme de subventions pour les ports pour petits bateaux; et de 140 200 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 785 753 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	7c	Pour autoriser le virement de 87 103 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour radiation de dettes envers l'État.
Ressources naturelles – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 2b (Ressources naturelles) pour appuyer la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.
Ressources naturelles – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 325 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour payer les demandes de règlement prévues dans le cadre du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés au nettoyage des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	45c	Pour autoriser le virement de 1 883 616 \$ du crédit 40 (Santé) pour financer le programme de biosécurité sur les agents pathogènes humains et les toxines (1 385 616 \$) et pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation (498 000 \$).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	No du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Agence des services frontaliers du Canada	15c	Pour autoriser le virement de 872 031 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) pour le système de gestion et de rapport des incidents.
Sécurité publique et Protection civile – Service canadien du renseignement de sécurité	25c	Pour autoriser le virement de 7 000 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) pour appuyer l'avancement du projet de construction de la phase III de l'administration centrale.
Transports – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 3 339 000 \$ du crédit 5 (Transports) pour financer les coûts de fonctionnement de divers projets de dragage en Ontario et au Québec; de 500 000 \$ du crédit 10 (Transports) pour le programme de contribution du Partenariat pour la sécurité et la prospérité; et de 221 948 \$ du crédit 10 (Transports) pour financer divers activités de fonctionnement liées à des projets courants dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières.
Travaux publics et Services gouvernementaux	1c	Pour autoriser le virement de 1 082 564 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour les coûts de fonctionnement et d'entretien liés au projet du nouvel édifice fédéral dans le secteur Estimaerville à Québec.

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherches pour le développement international	40c	Pour autoriser le virement de 129 606 \$ du crédit 25 (Santé) pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada et 75 000 \$ du crédit 50 (Santé) pour soutenir la recherche et les publications sur l'incidence mondiale des maladies chroniques.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 418 945 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées; et 1 024 287 \$ du crédit 39b (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour rajuster le transfert des ressources établies avant la création du nouvel organisme en août 2009.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Agence de promotion économique du Canada Atlantique – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 1 275 787 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour aider à l'organisation et la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax 2009; et 317 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) pour fournir une aide financière au Ballet-théâtre atlantique du Canada afin d'accroître le développement économique au moyen de la création d'une production originale (ballet) qui sera présentée partout au Canada dans le but d'accroître la sensibilisation quant à l'importance d'éliminer la violence faite aux femmes et aux filles.
Conseil privé – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 45 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) pour la création et les activités d'un groupe consultatif sur l'établissement d'un organisme canadien de promotion de la démocratie dont le mandat est d'appuyer les démocraties fragiles et émergentes à l'étranger.
Défense nationale – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 5 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés, 705 480 \$ du crédit 1 (Transports) pour remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opérations de la sécurité maritime et 52 500 \$ du crédit 85 (Industrie) pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	50c	Pour autoriser le virement de 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	60c	Pour autoriser le virement de 261 862 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) pour la Stratégie emploi jeunesse.
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70c	Pour autoriser le virement de 300 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et 300 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale; et de 250 000 \$ du crédit 1 (Santé) pour appuyer la recherche sur les répercussions environnementales des substances présentes dans les produits visés par la <i>Loi sur les aliments et drogues</i> .
Justice – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et territoires.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour soutenir la coordination et la mise en oeuvre du projet Pangnitung, nommé « Making Connection for Youth »; de 50 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion; et de 35 000 \$ du crédit 5 (Ressources Naturelles) pour la Stratégie emploi jeunesse.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 524 800 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour appuyer le gouvernement régional Kativik afin de simplifier l'exécution des programmes pour les jeunes.
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25c	Pour autoriser le virement de 50 000 \$ du crédit 10 (Santé) pour mettre en oeuvre un supplément à la Trousse de mobilisation communautaire « Jeux sans frontières » destiné aux Autochtones et en évaluer l'incidence; de 500 000 \$ du crédit 40 (Santé) pour financer le Réseau de recherche sur l'influenza de l'ASPC et des IRSC afin d'appuyer des essais cliniques dans le but d'assurer l'innocuité et l'immunogénicité d'un vaccin contre la pandémie de grippe destiné aux adultes et aux enfants; et de 349 835 \$ du crédit 50 (Santé) pour soutenir la recherche sur les interventions en santé publique et dans le système de santé en réponse à l'écllosion du virus de la grippe H1N1, dans le but d'éclairer la planification et la prise de décisions futures et d'étudier les effets différentiels des interventions en santé publique en réponse au virus de la grippe H1N1 sur les populations vulnérables, y compris les Autochtones, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les travailleurs de la santé (150 000 \$), pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine des interventions efficaces de prévention des maladies cardiovasculaires (99 985 \$) et pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine de l'alimentation et des maladies cardiovasculaires (99 850 \$).
Santé – Agence de la santé publique du Canada	50c	Pour autoriser le virement de 150 000 \$ du crédit 25 (Santé) pour remboursement des fonds inutilisées pour l'initiative des IRSC «Subvention d'équipe émergente : Comorbidité des troubles cérébraux et autres problèmes de santé»; et 30 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) pour soutenir le projet du Forum destiné aux jeunes mal desservis.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Agence des services frontaliers du Canada	10c	Pour autoriser le virement de 3 809 437 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) pour le financement de l'initiative d'interopérabilité et de gérance financières afin d'appuyer la mise à niveau et la mise en œuvre des systèmes de planification des ressources d'entreprise.
Sécurité publique et Protection civile – Service correctionnel	30c	Pour autoriser le virement de 84 879 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) pour l'augmentation salariale à la suite de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel.
Sécurité publique et Protection civile – Commission nationale des libérations conditionnelles	40c	Pour autoriser le virement de 50 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) pour la mise en œuvre du programme de transformation en vue de l'amélioration des institutions et des installations correctionnelles communautaires.
Transports – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 88 920 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne.

4. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	7c	Conformément au paragraphe 25(2) de <i>la Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 935 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 87 103 \$ à l'égard de paiements en trop du Compte des rentes sur l'État.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits				
Ministère							
1c	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 126 730 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 498 327 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 307 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 147 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 47 900 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			1 386 067 734	7 127 457	92 475 041	1 485 670 232

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
5c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 873 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	162 662 000	(252 980)	35 013 675	197 422 695
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada <u>et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité</u> , des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste <u>et à la lutte contre la criminalité</u> aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008	824 842 430	(8 498 327)	83 014 479	899 358 582
15 Passeport Canada – Dépenses en capital	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 513 572	.....	.....	74 513 572
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Allocation pour automobile .....	.....	.....	2 000	2 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8).....	24 054 000	.....	.....	24 054 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	1 000 000	.....	.....	1 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 483 546 580	(1 623 850)	210 505 195	2 692 427 925

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L12c Pour porter de 22 500 000 \$ à 38 200 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi de crédits n°1 de 1971</i> ; montant supplémentaire requis ....	.....	.....	15 700 000	15 700 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	12 300 000 000	.....	.....	12 300 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	12 300 000 000	.....	15 700 000	12 315 700 000
Total du Ministère.....	14 783 546 580	(1 623 850)	226 205 195	15 008 127 925
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 745 091	.....	.....	15 745 091
Total de l'organisme	15 745 091	.....	.....	15 745 091
Agence canadienne de développement international				
25c Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	230 803 228	(45 000)	.....	230 758 228

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
30c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 971 045 393	3 693 000	90 592 208	3 065 330 601
32c Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan .....	.....	.....	449 533 044	449 533 044
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 955 378	.....	.....	25 955 378
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Encasement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	231 336 000	.....	.....	231 336 000
Total des dépenses budgétaires	3 459 218 421	3 648 000	540 125 252	4 002 991 673
L35b Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 264 532 000 \$ (227 032 000 \$ + 37 500 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	3	.....	.....	3
Total des dépenses non budgétaires	3	.....	.....	3
Total de l'organisme	3 459 218 424	3 648 000	540 125 252	4 002 991 676
Centre de recherches pour le développement international				
40c Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 129 606 \$ du crédit 25 (Santé) et de 75 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	171 091 395	204 606	1	171 296 002
Total de l'organisme	171 091 395	204 606	1	171 296 002

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission mixte internationale					
45	Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	9 097 126	.....	.....	9 097 126
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	543 986	.....	.....	543 986
	Total de l'organisme	9 641 112	.....	.....	9 641 112
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne					
50	Dépenses du Programme.....	2 929 177	.....	.....	2 929 177
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	187 500	.....	.....	187 500
	Total de l'organisme	3 116 677	.....	.....	3 116 677
	Total du portefeuille.....	18 442 359 279	2 228 756	766 330 448	19 210 918 483

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit L12	Total
Fonds pour les droits d'adhésion à des organisations internationales au nom du gouvernement du Canada.....	.....	.....	71 977	.....	71 977
Fonds pour l'évaluation et les litiges potentiels à l'égard du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain.....	50 750	.....	.....	.....	50 750
Fonds pour l'acquisition d'un site et l'établissement de résidences permanentes pour les employés à Kaboul en Afghanistan.....	.....	18 251	.....	.....	18 251
Augmentation du montant du compte d'avances de fonds de roulement du MAECI pour des prêts et des avances afin d'assurer la représentation du Canada à l'étranger.....	.....	.....	.....	15 700	15 700
Fonds pour l'acquisition, aux termes d'un bail à perpétuité, d'une parcelle de terre et pour l'installation de 12 unités de logement modulaires blindés à Islamabad.....	.....	14 500	.....	.....	14 500
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	11 538	1 366	450	.....	13 354
Fonds pour les frais juridiques liés à l'Accord sur le bois d'œuvre résineux.....	12 354	.....	.....	.....	12 354
Fonds pour l'exécution du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité qui renforce les capacités à l'étranger afin d'assurer la sécurité des Canadiens et les intérêts du Canada.....	1 291	.....	8 591	.....	9 882
Fonds liés aux fluctuations des dépenses découlant des activités internationales pour les indemnités versées aux Canadiens travaillant dans des missions diplomatiques à l'étranger.....	7 825	.....	.....	.....	7 825
Besoins de fonctionnement supplémentaires liés à la sécurité publique.....	5 027	.....	.....	.....	5 027
Financement accru pour des paiements tenant lieu d'impôts pour certaines propriétés diplomatiques étrangères au Canada.....	.....	.....	1 996	.....	1 996
Fonds pour compenser les pertes en devises étrangères encourues dans les missions.....	1 856	.....	.....	.....	1 856
Fonds pour améliorer la représentation du Canada à l'étranger : la dimension nationale.....	1 684	39	.....	.....	1 723
Fonds pour la construction d'un Centre de surveillance et d'intervention d'urgence dans l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa.....	.....	858	.....	.....	858
Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada...	.....	.....	477	.....	477
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	150	.....	.....	.....	150
Montant brut des crédits à adopter	92 475	35 014	83 491	15 700	226 680
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	477	.....	477
Total des crédits à adopter	92 475	35 014	83 014	15 700	226 203

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit L12	Total
Fonds pour l'allocation pour automobile du ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)					2
Transferts					
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour le financement des coûts liés à la rénovation d'un immeuble à Tunis .....	.....	1 874	.....	.....	1 874
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour la partie de l'aide publique au développement destinée à l'augmentation des coûts des indemnités pour service à l'étranger.....	307	.....	.....	.....	307
Transfert de Patrimoine canadien (147 \$) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (48 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	195	.....	.....	.....	195
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour accueillir et organiser le Sommet du G20 en 2010.....	4 263	.....	(4 263)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les dépenses liées aux Directives sur le service extérieur.....	2 127	(2 127)	.....	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la gestion du programme d'investissements coopératifs.....	235	.....	(235)	.....	.....
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour rajuster le financement destiné au programme d'investissements coopératifs qui offre des incitatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement.....	.....	.....	(4 000)	.....	(4 000)
Total des transferts	7 127	(253)	(8 498)	.....	(1 624)
Présent budget supplémentaire des dépenses	99 602	34 761	74 516	15 700	224 581

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 477 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un réaligement du profil des dépenses pour le Programme de la qualité de l'air du Canada.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	1 995 901	.....
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	700 000	.....
Montant total brut des subventions	2 695 901	.....
<u>Contributions</u>		
Paielements de quote-parts aux organisations internationales :		
Organisation des Nations Unies (25 867 599 \$US).....	27 176 500	.....
Missions des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (11 438 712 \$US).....	12 017 511	.....
Mission des Nations Unies au Soudan (9 601 593 \$US).....	10 087 434	.....
Opérations hybrides de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (6 907 630 \$US).....	7 257 156	.....
Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (6 190 765 \$US).....	6 504 018	.....
Soutien des Nations Unies à la mission de l'Union africaine en Somalie (4 759 185 \$US).....	5 000 000	.....
Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire (1 109 863 \$US).....	1 166 022	.....
Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (1 058 455 \$US).....	1 112 013	.....
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (951 837 \$US).....	1 000 000	.....
Mission des Nations Unies sur le référendum au Sahara-Occidental (532 926 \$US).....	559 892	.....
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Protocole de Kyoto (454 026 \$US).....	477 000	.....
Force des Nations Unies pour l'observation du désengagement (92 528 \$US).....	97 210	.....
Contributions au Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité ...	7 890 822	.....
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité.....	450 000	.....
Montant total brut des contributions	80 795 578	.....
Montant total brut des paiements de transfert	83 491 479	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>477 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>8 498 327</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	74 516 152	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 32	Total
Pour faire grâce d'une dette que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan; en retour, le Pakistan s'engage à investir dans des programmes particuliers dans le secteur de l'éducation .....	.....	.....	449 533	449 533
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	.....	90 592	.....	90 592
Pour des fluctuations monétaires liées à des programmes au Bangladesh.....	.....	200	.....	200
Montant brut des crédits à adopter	.....	90 792	449 533	540 325
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	200	.....	200
Total des crédits à adopter	.....	90 592	449 533	540 125
Transferts				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour rajuster le financement destiné au programme d'investissements coopératifs qui offre des incitatifs aux entreprises canadiennes pour évaluer la viabilité commerciale de projets dans les pays en développement.....	.....	4 000	.....	4 000
Transfert au Conseil privé – Pour la création et les activités d'un groupe consultatif sur l'établissement d'un organisme canadien de promotion de la démocratie dont le mandat est d'appuyer les démocraties fragiles et émergentes à l'étranger.....	(45)	.....	.....	(45)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la partie de l'aide publique au développement destinée à l'augmentation des coûts des indemnités pour service à l'étranger.....	.....	(307)	.....	(307)
Total des transferts	(45)	3 693	.....	3 648
Présent budget supplémentaire des dépenses	(45)	94 285	449 533	543 773

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	90 592 208	.....
Subventions pour la programmation bilatérale : Subventions pour la coopération avec d'autres donateurs au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	200 000	.....
Montant total brut des subventions	90 792 208	.....
Contributions		
Contributions pour la programmation de partenariat : Contributions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et contributions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	4 000 000	.....
Montant total brut des contributions	4 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	94 792 208	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>200 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>307 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	94 285 208	.....

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 40
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada.....	130
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche et les publications sur l'incidence mondiale des maladies chroniques	75
Présent budget supplémentaire des dépenses	205

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; et			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 792 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 5 666 785 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 79 270 \$ du crédit 1 (Défense nationale), et de 25 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et de 762 648 \$ du crédit 37b (Affaires indiennes et du Nord canadien) <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 104 727 864	(3 974 297)	141 341 383	1 242 094 950
5c	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	5 951 000	(4 792 000)	.....	1 159 000
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 418 945 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> , et de 1 024 287 \$ du crédit 39b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i>			
	6 123 576 534	9 521 751	1	6 133 098 286

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
15a Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	66 200 000	.....	.....	66 200 000
20 Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	9 356 899	.....	.....	9 356 899
25b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	32 386 836	.....	.....	32 386 836
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 093 718	.....	.....	61 093 718
(L) <u>Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord</u> – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Paiements de transfert relatifs à l'infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	75 000 000	.....	.....	75 000 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications territoriales globales	74 489 000	.....	.....	74 489 000
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	7 575 734 273	755 454	141 341 384	7 717 831 111
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires	77 803 000	.....	.....	77 803 000
Total du Ministère	7 653 537 273	755 454	141 341 384	7 795 634 111

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence canadienne de développement économique du Nord				
37c Dépenses de fonctionnement	13 689 249	(762 648)	31 165	12 957 766
39c Contributions	21 053 808	(1 024 287)	.....	20 029 521
(L) Fonds d'adaptation des collectivités	15 574 834	.....	.....	15 574 834
Total de l'organisme	50 317 891	(1 786 935)	31 165	48 562 121
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme et contributions.....	981 942	.....	.....	981 942
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 550	.....	.....	70 550
Total de l'organisme	1 052 492	.....	.....	1 052 492
Institut de la statistique des Premières nations				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 700 000	.....	.....	4 700 000
Total de l'organisme	4 700 000	.....	.....	4 700 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
50 Dépenses du Programme.....	22 892 743	.....	.....	22 892 743
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	510 000	.....	.....	510 000
Total de l'organisme	23 402 743	.....	.....	23 402 743
Greffe du Tribunal des revendications particulières				
55b Dépenses du Programme.....	2 696 196	.....	.....	2 696 196
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 332	.....	.....	195 332
Total de l'organisme	2 891 528	.....	.....	2 891 528
Total du portefeuille.....	7 735 901 927	(1 031 481)	141 372 549	7 876 242 995

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs	120 483	.....	.....	120 483
Fonds pour les règlements extrajudiciaires.....	40 359	.....	.....	40 359
Fonds destinés aux communautés des Premières nations pour compenser la hausse du prix du carburant, dans le cadre du Programme d'immobilisations et d'entretien.....	.....	.....	27 623	27 623
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (<i>poste horizontale</i>).....	18 894	.....	.....	18 894
Fonds pour atténuer les tensions liées à des questions de santé et de sécurité au sein des communautés des Premières nations .....	.....	.....	10 728	10 728
Fonds pour la mise en application de l'Accord définitif niska'a, pour la gestion des pêches de la nation Niska'a et pour les coûts supplémentaires liées à l'autonomie gouvernemental .....	.....	.....	4 792	4 792
Fonds pour la mise en œuvre des modifications à la <i>Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes</i> et pour entreprendre la modernisation des activités de Pétrole et gaz des indiens du Canada	261	.....	850	1 111
Fonds pour des services de médiation en appui aux règlements négociés des revendications afin d'en accélérer la résolution dans le cadre de l'initiative canadienne La Justice, enfin : Plan d'action relatif aux revendications particulières	303	.....	.....	303
Fonds pour l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon, pour couvrir l'augmentation du taux d'aide sociale.....	.....	.....	113	113
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontale</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	18	.....	.....	18
Montant brut des crédits à adopter	180 318	.....	44 106	224 424
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	28 518	.....	44 106	72 624
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	10 459	.....	.....	10 459
Total des fonds disponibles	38 977	.....	44 106	83 083
Total des crédits à adopter	141 341	.....	.....	141 341

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Pour rajuster le transfert des ressources établies avant la création du nouvel organisme en août 2009	763	.....	1 024	1 787
Transfert de Défense nationale – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées	79	.....	419	498
Transfert de Patrimoine canadien – Pour rajuster les fonds consacrés à la promotion des activités de la Journée nationale des Autochtones	25	.....	.....	25
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les augmentations au budget provincial des refuges pour les victimes de violence familiale, les paiements d'aide au revenu facturés par les provinces, les paiements pour l'éducation et la construction d'écoles	(15 000)	.....	15 000	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	10 459	(4 792)	(5 667)	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour soutenir la coordination et la mise en œuvre du projet Pangnirtung, nommé " Making Connections for Youth " .....	.....	.....	(50)	(50)
Transfert à Agence Parcs Canada – Pour soutenir la mise en œuvre du Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique .....	.....	.....	(380)	(380)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution de la programmation destinée aux jeunes .....	.....	.....	(525)	(525)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour soutenir les activités de recherche dans le cadre de l'Année polaire internationale.....	(300)	.....	(300)	(600)
Total des transferts	(3 974)	(4 792)	9 521	755
Présent budget supplémentaire des dépenses	137 367	(4 792)	9 521	142 096

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1: Des fonds autorisés totalisant 38 976 785 \$ sont disponibles : 28 518 000 \$ à même le crédit en raison du report dans l'exécution du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (Nord) (16 500 000 \$), du report à l'égard de l'Accord de règlement à l'amiable avec les Déné Tha' pour le projet gazier Mackenzie (8 000 000 \$), du report de projets de recherche dans le cadre de l'Année polaire internationale (3 100 000 \$) et du report dans la mise en œuvre des activités liées à la revendication spéciale des Premières nations de Rainy River en Ontario (918 000 \$); 4 792 000 \$ du crédit 5 en raison du report lié au Système d'inscription des Indiens (4 162 000 \$) et à la Stratégie Marshall (ajout de terres aux réserves) (630 000 \$); et 5 666 785 \$ du crédit 10 en raison du report des initiatives de commémoration de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (5 000 000 \$) et des projets liés à l'infrastructure de recherche dans l'Arctique (666 785 \$). Ces fonds seront utilisés afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et seront disponibles aux fins prévues dans les années à venir.

Crédit 10: Des fonds autorisés totalisant 44 105 713 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report dans la mise en place des infrastructures pour la construction d'écoles et pour les projets de gestion de l'eau potable et des eaux usées (26 780 935 \$), du report dans l'exécution du Plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées (5 200 000 \$), du report des subventions accordées à la Saskatchewan Association of Rural Municipalities pour compenser les pertes à l'égard de l'assiette fiscale découlant du règlement de revendications relatives aux droits fonciers issus d'un traité causé par des délais dans la conversion de terres en réserves (3 820 000 \$), du report du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations (2 300 000 \$), du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (Sud) (1 816 250 \$), du Plan de mise en œuvre de l'Accord-cadre définitif des Premières nations du Yukon (1 800 000 \$), des accords de règlement sur les droits fonciers issus de traités du Manitoba (1 792 667 \$), et du report des projets liés à l'infrastructure de recherche dans l'Arctique (333 215 \$); et 262 646 \$ est disponible provenant des contributions utilisées pour le financement du développement social et d'initiatives d'autonomie gouvernementale. Ces fonds reportés seront utilisés afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et seront disponibles aux fins prévues dans les années à venir.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	4 792 000	.....
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	112 646	.....
Montant total brut des subventions	4 904 646	.....
Contributions		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	39 651 067	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	11 200 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	2 500 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	850 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	768 416	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	418 945	.....
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	163 125	.....
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	92 746	.....
Montant total brut des contributions	55 644 299	.....
Montant total brut des paiements de transfert	60 548 945	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>44 105 713</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>6 921 481</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	9 521 751	.....

Agence canadienne de développement économique du Nord

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement économique du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 37	Crédit 39	Total
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus afin d'améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales	31	.....	31
Transferts			
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour rajuster le transfert des ressources établi avant à la création du nouvel organisme en août 2009.....	(763)	(1 024)	(1 787)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(732)	(1 024)	(1 756)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	54 415 745	(1 767)	.....	54 413 978
5b Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	287 893 060	.....	.....	287 893 060
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 112 640	.....	.....	5 112 640
(L) Fonds d'adaptation des collectivités	101 836 137	.....	(5 000 000)	96 836 137
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	449 259 582	(1 767)	(5 000 000)	444 257 815

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec –
Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés

Crédits	Crédit 1	Législatif	Total
Révision des prévisions pour le fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités).....	(5 000)	(5 000)

Transferts

Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	(2)	(2)
---	-----	-------	-----

Présent budget supplémentaire des dépenses	(2)	(5 000)	(5 002)
---	------------	----------------	----------------

Paiements de transfert (dollars)

<u>Contributions</u>	Crédit	Législatif
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	(5 000 000)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	92 779 146	(3 186)	.....	92 775 960
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 275 787 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 317 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	261 215 580	1 592 787	1	262 808 368
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes publics du Canada 456 680 \$ en capital et 279 053 \$ en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador.....	735 734	.....	.....	735 734
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 599 392	.....	.....	7 599 392
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	49 130 000	.....	.....	49 130 000
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total du Ministère.....	411 461 852	1 589 601	1	413 051 454
Société d'expansion du Cap-Breton					
10c	Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	.....	1 465 000	10 115 000
	Total de l'organisme	8 650 000	.....	1 465 000	10 115 000
	Total du portefeuille.....	420 111 852	1 589 601	1 465 001	423 166 454

Nota :

Le décret C.P. 2009-1616 charge de l'application de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* le ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*, à compter du 23 septembre 2009.

En vertu du décret C.P. 2009-1617 et conformément à la *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci*, la dissolution de la Société de développement du Cap-Breton est fixée au 31 décembre 2009.

En vertu du décret C.P. 2009-1618 et conformément à l'alinéa 91(1)c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société d'expansion du Cap-Breton est autorisée à acquérir la totalité ou la quasi-totalité des actifs de la Société de développement du Cap-Breton.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax 2009 .....	.....	1 276	1 276
Transfert du Bureau de la coordinatrice de la situation de la femme – Pour fournir une aide financière au Ballet-théâtre atlantique du Canada afin d'accroître le développement économique au moyen de la création d'une production originale (ballet) qui sera présentée partout au Canada dans le but d'accroître la sensibilisation quant à l'importance d'éliminer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles .....	.....	317	317
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	(3)	.....	(3)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(3)	1 593	1 590

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	1 275 788	.....
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	317 000	.....
Total des paiements de transfert	1 592 788	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société d'expansion du Cap-Breton

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société d'expansion du Cap-Breton demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour l'administration des obligations en matière de ressources humaines	884
Fonds pour les coûts uniques liés à la dissolution de la Société de développement du Cap-Breton	581
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 465

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 378 955 522	(3 809 437)	10 158 500	3 385 304 585
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 422 723	.....	.....	413 422 723
(L) Ministre du Revenu national, <u>ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique</u> – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	429 000 000	.....	.....	429 000 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	221 000 000	.....	.....	221 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	204 803 000	.....	.....	204 803 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 279 000	.....	.....	5 279 000
Total du portefeuille	4 652 538 667	(3 809 437)	10 158 500	4 658 887 730

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant qui été voté en 2008-2009 et qui sera dépensé en 2009-2010.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	10 158
Transferts	
Transferts à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour le financement de l'initiative d'interopérabilité et de gestion financière afin d'appuyer la mise à niveau et la mise en œuvre des systèmes de planification des ressources d'entreprise	(3 809)
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 349

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	757 958 873	(935 000)	.....	757 023 873
5b	Dépenses en capital.....	63 889 810	.....	.....	63 889 810
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	502 687 428	.....	.....	502 687 428
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
22b	Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme.....	525 000	.....	.....	525 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 662 478	.....	.....	63 662 478
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	443 402 790	.....	.....	443 402 790

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	440 600 000	.....	125 000 000	565 600 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	369 184 000	.....	188 000 000	557 184 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	225 132 000	.....	(110 000 000)	115 132 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34).....	165 020 000	.....	.....	165 020 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	139 400 000	.....	.....	139 400 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	20 089 000	.....	.....	20 089 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	5 000 000	10 000 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 [3 ^e suppl.]).....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(415)	.....	.....	(415)
Total du Ministère.....	3 309 229 388	(935 000)	208 000 000	3 516 294 388
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 969 849	.....	.....	3 969 849
Total de l'organisme	3 969 849	.....	.....	3 969 849
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30c Dépenses de fonctionnement et contributions	586 678 743	(2 404 873)	22 417 058	606 690 928
35c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	38 465 379	600 000	660 000	39 725 379
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 258 355	.....	.....	67 258 355
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	693 902 477	(1 804 873)	23 077 058	715 174 662
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	39 995 196	.....	.....	39 995 196
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	560 831	.....	.....	560 831
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)
Total de l'organisme	40 436 026	.....	.....	40 436 026
Total du portefeuille.....	4 047 537 740	(2 739 873)	231 077 058	4 275 874 925

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire réclame des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Crédit 1	Législatif	Total
Augmentation des paiements de contribution pour le programme Agri-protection fondés sur la valeur élevée de la récolte au début de l'année 2009 sur laquelle les primes ont été fondées ainsi qu'une augmentation du nombre d'acres couverts par le programme .....	.....	125 000	125 000
Augmentation des paiements pour le programme Agri-stabilité principalement en raison de la baisse du prix des céréales et oléagineux en 2009 qui a affecté la valeur des stocks .....	.....	78 000	78 000
Augmentation des prévisions des paiements de subvention au fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association en raison de la nécessité de rajuster les niveaux de programmes afin de les adapter au marché émergent .....	.....	5 000	5 000
Total des rajustements des crédits		208 000	208 000
Transferts			
Transfert à Santé – Pour développer et mettre en place un système d'approbation préalable à la mise en marché par l'industrie d'aliments enrichis facultativement de vitamines et d'éléments nutritifs minéraux	(935)	.....	(935)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(935)	208 000	207 065

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	(110 000 000)
Montant des subventions	(105 000 000)
Contributions		
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	188 000 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	125 000 000
Montant total des contributions	313 000 000
Total des paiements de transfert	208 000 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour le paiement d'un règlement aux producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick touchés par l'éclosion du virus Y de la pomme de terre (PVYn).....	15 000	.....	15 000
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	7 417	660	8 077
Total des crédits à adopter	22 417	660	23 077
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'achat d'équipement de laboratoire lié à la grippe H1N1	(600)	600	.....
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour intervenir dans le cadre de l'épidémie de grippe H1N1 de l'automne.....	(1 805)	.....	(1 805)
Total des transferts	(2 405)	600	(1 805)
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 012	1 260	21 272

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, [ch. V-4]), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	954 391 256	50 000	810 134	955 251 390
5 Dépenses en capital.....	11 103 000	.....	.....	11 103 000
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 488 253 000	.....	5 340 000	2 493 593 000
15 Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	10 364 911	.....	.....	10 364 911
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 323 740	.....	.....	39 323 740
(L) <u>Ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)</u> – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C., 1970, ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 503 711 329	50 000	6 150 134	3 509 911 463

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour des programmes destinés aux anciens combattants alliés de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Corée	4 800	5 340	10 140
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 990	.....	3 990
Total des crédits à adopter	810	5 340	6 150
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer les activités de recrutement et de maintien de professionnels de la santé au sein de l'administration fédérale dans le cadre du Partenariat fédéral pour les soins de santé	50	.....	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	860	5 340	6 200

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 989 866 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (157 199 \$) et d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (3 832 667 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	400 000	.....
Fonds du Souvenir.....	280 000	.....
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	60 000	.....
Montant total des subventions	740 000	.....
Contributions		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....	4 600 000	.....
Montant total des contributions	4 600 000	.....
Total des paiements de transfert	5 340 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	553 701 235	18 126 250	4 766 440	576 593 925
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	982 716 240	(23 080 000)	1	959 636 241
7b Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 3 013 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 828 006 \$ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	828 006	.....	.....	828 006
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 947 958	.....	.....	43 947 958
(L) <u>Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme</u> – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
Total des dépenses budgétaires.....	1 581 271 861	(4 953 750)	4 766 441	1 581 084 552
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (2001, ch. 27)	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
Total du Ministère.....	1 581 271 862	(4 953 750)	4 766 441	1 581 084 553
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10b Dépenses du Programme.....	109 094 640	.....	.....	109 094 640
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 566 417	.....	.....	12 566 417
Total de l'organisme	121 661 057	.....	.....	121 661 057
Total du portefeuille.....	1 702 932 919	(4 953 750)	4 766 441	1 702 745 610

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Crédits à adopter			
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>)	4 788	.....	4 788
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne.....	.....	388	388
Fonds visant à appuyer l'élaboration de politiques et de recherches en matière de migration internationale.....	.....	196	196
Montant brut des crédits à adopter	4 788	584	5 372
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	22	584	606
Total des crédits à adopter	4 766	.....	4 766
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le Programme fédéral de santé intérimaire.....	20 000	(20 000)	.....
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir le projet du Forum destinés aux jeunes mal desservis .....	.....	(30)	(30)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica–Dominion.....	.....	(50)	(50)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des coûts liés à la rénovation d'un immeuble à Tunis.....	(1 874)	.....	(1 874)
Transfert à Justice – Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et territoires.....	.....	(3 000)	(3 000)
Total des transferts	18 126	(23 080)	(4 954)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 892	(23 080)	(188)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 21 560 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus relativement aux remises des droits de résidence permanente pour certains membres du personnel local en appui direct à la mission canadienne dans la province de Kandahar.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 584 342 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des dépenses liées au Programme communautaire de reconnaissance historique (388 342 \$) à des années subséquentes et d'une diminution des besoins à l'égard de la contribution à l'Organisation internationale pour les migrations (196 000 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne.....	388 342	.....
Fonds visant à appuyer l'élaboration de politiques et de recherches en matière de migration internationale.....	196 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	584 342	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	584 342	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	23 080 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(23 080 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1c	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 115 \$ du crédit 40 (Conseil du Trésor), de 45 178 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 43 591 \$ du crédit 1 (Santé), de 26 400 \$ du crédit 1 (Industrie), de 18 819 \$ du crédit 50 (Industrie), de 3 186 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 1 767 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 1 637 \$ du crédit 15 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	258 849 349	144 693	855 500	259 849 542
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10c	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.....	6 636 000	.....	875 368	7 511 368
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.....	.....	.....	196 414 739	196 414 739

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20b Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 164 302 143	.....	.....	2 164 302 143
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	481 553 959	.....	.....	481 553 959
30c Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	224 755 610	.....	100 000 000	324 755 610
35 Initiatives d'exécution du budget – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d'autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.	883 489 014	.....	.....	883 489 014
(L) Contributions aux régimes d'avantage sociaux des employés	29 755 891	.....	.....	29 755 891
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de la protection d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (S.R., 1970, ch. P-33)	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat	4 799 440 388	144 693	298 145 607	5 097 730 688

Nota : Le crédit 35, d'une durée limitée, a cessé d'être en vigueur le 30 juin 2009. Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010 comprenait une liste complète des affectations accordées dans le cadre de ce crédit.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
École de la fonction publique du Canada				
40c Dépenses du Programme.....	63 597 902	(4 115)	.....	63 593 787
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 859 719	.....	.....	5 859 719
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	9 657 290	59 657 290
Total de l'organisme	119 457 621	(4 115)	9 657 290	129 110 796
Commissariat au lobbying				
45 Commissariat au lobbying du Canada – Dépenses du Programme.....	4 427 107	.....	.....	4 427 107
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	408 071	.....	.....	408 071
Total de l'organisme	4 835 178	.....	.....	4 835 178
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
50 Dépenses du Programme.....	6 342 767	.....	.....	6 342 767
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	505 240	.....	.....	505 240
Total de l'organisme	6 848 007	.....	.....	6 848 007
Total du portefeuille.....	4 930 581 194	140 578	307 802 897	5 238 524 669

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Géré à l'échelle	Géré à l'échelle	Géré à l'échelle	Total
		du ministre Crédit 10	du ministre Crédit 15	du ministre Crédit 30	
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux.....	.....	.....	196 415	.....	196 415
Besoins en matière de rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour les prestations parentales et de maternité et les prestations de départ et indemnités de vacances lors de la cessation de service.....	.....	.....	.....	100 000	100 000
Fonds pour la mise en œuvre d'une nouvelle approche à l'égard du perfectionnement en leadership au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>).....	.....	875	.....	.....	875
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	856	.....	.....	.....	856
Total des crédits à adopter	856	875	196 415	100 000	298 146
Transferts					
Transfert de Pêches et Océans (45 \$), de Santé (44 \$), du Conseil national de recherches du Canada (19 \$), de l'École de la fonction publique du Canada (4 \$), de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (3 \$), de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (2 \$) et du Directeur général des élections (2 \$) – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	118	.....	.....	.....	118
Transfert d'Industrie – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	26	.....	.....	.....	26
Total des transferts	144	.....	.....	.....	144
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 000	875	196 415	100 000	298 290

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour la mise en œuvre d'une nouvelle approche à l'égard du perfectionnement en leadership au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>).....	1 164
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 164
Total des crédits à adopter	.....
Crédits législatifs	
Fonds pour le report des recettes disponibles provenant des redevances que l'École reçoit dans le cadre de ses activités.....	9 657
Total des rajustements des crédits	9 657
Transferts	
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	(4)
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 653

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 1 164 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 000 \$ du crédit 25 (<i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>)				
	151 574 535	45 000	1	151 619 536	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 774 037	.....	12 774 037
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	161 522	.....	161 522
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	78 422
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	2 000
	Total du Ministère	164 749 360	45 000	1	164 794 361
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme				
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 464 674	.....	6 464 674
	Total de l'organisme	429 633	.....	429 633
	Total de l'organisme	6 894 307	.....	6 894 307
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme				
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 333 998	.....	27 333 998
	Total de l'organisme	3 309 476	.....	3 309 476
	Total de l'organisme	30 643 474	.....	30 643 474
Directeur général des élections					
15c	Dépenses du Programme				
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 715 300	(1 637)	29 713 663
(L)	Dépenses d'élections	4 657 459	4 657 459
(L)	Traitement du directeur général des élections	87 315 500	25 000 000	112 315 500
	Total de l'organisme	265 300	265 300
	Total de l'organisme	121 953 559	(1 637)	25 000 000	146 951 922

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariat aux langues officielles				
20b Dépenses du Programme.....	19 550 231	.....	.....	19 550 231
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 086 713	.....	.....	2 086 713
Total de l'organisme	21 636 944	.....	.....	21 636 944
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	992 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 490	.....	.....	118 490
Total de l'organisme	1 110 740	.....	.....	1 110 740
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 827 916	.....	.....	2 827 916
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	277 074	.....	.....	277 074
Total de l'organisme	3 104 990	.....	.....	3 104 990
Total du portefeuille.....	350 093 374	43 363	25 000 001	375 136 738

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1
Transfert de l'Agence canadienne de développement international - Pour la création et les activités d'un groupe consultatif sur l'établissement d'un organisme canadien de promotion de la démocratie dont le mandat est d'appuyer les démocraties fragiles et émergentes à l'étranger	45

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits	Crédit 15	Législatif	Total
Fonds pour la préparation de la 41 ^e élection générale et la tenue d'élections partielles en novembre 2009.....	25 000	25 000

Transferts

Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	(2)	(2)
---	-----	-------	-----

Présent budget supplémentaire des dépenses (2) 25 000 24 998

Paiements de transfert (dollars)

Contributions	Crédit	Législatif
(L) Remboursement des dépenses électorales des candidats et des partis politiques à la suite des élections partielles de novembre 2009	327 450
(L) Allocation aux partis politiques enregistrés (disposition à l'égard du financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>).....	(529 951)
Total des paiements de transfert	(202 501)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 110 953 261 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 5 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 705 480 \$ du crédit 1 (Transports) et de 52 500 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>			
	15 047 886 227	114 887 239	1	15 162 773 467
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 393 200 \$ du crédit 45 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>			
	4 218 716 547	(110 580 061)	1	4 108 136 487
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....			
	232 815 107	.....	.....	232 815 107
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	303 663 729	.....	.....	303 663 729
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires			
	971 633 593	.....	.....	971 633 593
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile			
	78 422	.....	.....	78 422

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 079 000	.....	.....	6 079 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., 1970, ch. D-3).....	1 318 900	.....	.....	1 318 900
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	83 700	.....	.....	83 700
Total du Ministère.....	20 782 275 225	4 307 178	2	20 786 582 405
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 418 524	.....	.....	6 418 524
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	561 181	.....	.....	561 181
Total de l'organisme	6 979 705	.....	.....	6 979 705
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b Dépenses du Programme.....	6 571 230	.....	.....	6 571 230
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	308 330	.....	.....	308 330
Total de l'organisme	6 879 560	.....	.....	6 879 560
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25a Dépenses du Programme.....	2 038 746	.....	.....	2 038 746
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 506	.....	.....	129 506
Total de l'organisme	2 168 252	.....	.....	2 168 252
Total du portefeuille.....	20 798 302 742	4 307 178	2	20 802 609 922

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>)	60 323	2 000	62 323
Accès à la balance des ressources budgétaires excédentaires de l'exercice 2009-2010 pour financer les besoins de fonctionnement.....	32 291	.....	32 291
Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	17 416	.....	17 416
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	10 716	1 000	11 716
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	6 977	6 977
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	2 136	.....	2 136
Besoins de fonctionnement supplémentaires liés à la sécurité publique	2 071	27	2 098
Montant brut des crédits à adopter	124 953	10 004	134 957
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	14 000	10 004	24 004
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	110 953	.....	110 953
Total des fonds disponibles	124 953	10 004	134 957
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de Ressources naturelles – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	5 000	.....	5 000
Transfert de Transports – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opérations de la sécurité maritime	705	.....	705
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Remboursement des fonds inutilisés pour les initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	.....	393	393
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	53	.....	53
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	110 953	(110 953)	.....
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	.....	(20)	(20)
Transfert à Anciens Combattants – Pour appuyer les activités de recrutement et de maintien de professionnels de la santé au sein de l'administration fédérale dans le cadre du Partenariat pour les soins de santé.....	(50)	.....	(50)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées	(498)	.....	(498)
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada atlantique – Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum 2009 sur la sécurité internationale d'Halifax	(1 276)	.....	(1 276)
Total des transferts	114 887	(110 580)	4 307
Présent budget supplémentaire des dépenses	114 887	(110 580)	4 307

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 124 953 261 \$ sont disponibles : 14 000 000 \$ à même le crédit en raison du report des ressources destinées à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire causé par un ensemble de facteurs qui ont engendré des délais dans le processus d'acquisition des ministères partenaires; et 110 953 261 \$ du crédit 5 en raison de délais à l'égard de certains grands projets d'immobilisations.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 10 004 123 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de délais à l'égard de certains grands projets d'immobilisations.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; et			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	842 682 372	(741 000)	.....	841 941 372
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral			
	55 034 740	.....	.....	55 034 740
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 241 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>			
	132 563 335	241 000	1	132 804 336

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 899 061	.....	.....	81 899 061
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
Total du Ministère.....	1 112 257 930	(500 000)	1	1 111 757 931
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15b Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	31 918 823	.....	.....	31 918 823
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 849 936	.....	.....	2 849 936
Total de l'organisme	34 768 759	.....	.....	34 768 759
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	5 038 305	.....	.....	5 038 305
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 548	.....	.....	401 548
Total de l'organisme	5 439 853	.....	.....	5 439 853
Agence Parcs Canada				
25c Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 1 (Transports) de 674 785 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de 500 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 379 896 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	643 260 155	2 754 681	4 386 000	650 400 836
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42 653 777	.....	.....	42 653 777
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	797 413 932	2 754 681	4 386 000	804 554 613
Total du portefeuille.....	1 949 880 474	2 254 681	4 386 001	1 956 521 156

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence Parcs Canada comprend un montant qui été voté en 2008-2009 et qui sera dépensé en 2009-2010.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontale</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	100	.....	100
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	100	.....	100
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des frais de contribution supplémentaires liés aux programmes en matière d'eau douce – rétablissement des Grands Lacs et consortium de recherche du Lac Winnipeg	(241)	241	.....
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	(500)	.....	(500)
Total des transferts	(741)	241	(500)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(741)	241	(500)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 99 802 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement pour les programmes en matière d'eau douce – restauration des Grands Lacs et consortium de recherche du lac Winnipeg.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Initiatives du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau – Programmes en matière d'eau douce – Contributions	241 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour soutenir l'amélioration des infrastructures dans des lieux historiques et des parcs nationaux en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec (<i>budget fédéral de 2009</i>)	4 106
Fonds pour l'achat d'un nouveau navire de recherche pour l'archéologie subaquatique de sites fédéraux (Initiative de modernisation des laboratoires fédéraux) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	280
Total des crédits à adopter	4 386
Transferts	
Transfert de Transports (1 200 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (675 \$) et d'Environnement (500 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés	2 375
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la mise en œuvre du Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	380
Total des transferts	2 755
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 141

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 351 134 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>				
	487 092 398	946 395	1	488 038 794	
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 378 339 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 1 449 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>				
	21 470 343	2 827 339	1	24 297 683	
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	1 625 718 975	(3 800 134)	.....	1 621 918 841
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	49 373 558	.....	.....	49 373 558
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile				
	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile				
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Sciences et technologie) (<i>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</i>) – Allocation pour automobile.....				
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Amélioration des infrastructures des universités et des collèges				
	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités				
	165 592 868	.....	.....	165 592 868
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)				
	107 600 000	.....	.....	107 600 000
(L)	Subvention à Genome Canada				
	88 800 000	.....	.....	88 800 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (CANet5)				
	29 000 000	.....	.....	29 000 000
(L)	Subvention à l'Institut Perimeter				
	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)				
	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada				
	(1 202 512)	.....	.....	(1 202 512)
	Total des dépenses budgétaires.....	3 084 028 052	(26 400)	2	3 084 001 654
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>				
	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>				
	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	800 000
	Total du Ministère.....	3 084 828 052	(26 400)	2	3 084 801 654

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence spatiale canadienne					
25c	Dépenses de fonctionnement	236 008 331	(200 000)	.....	235 808 331
30b	Dépenses en capital.....	89 582 000	.....	.....	89 582 000
35c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	48 863 001	200 000	1	49 063 002
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 903 821	.....	.....	9 903 821
	Total de l'organisme	384 357 153	.....	1	384 357 154
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	103 530 111	.....	.....	103 530 111
	Total de l'organisme	103 530 111	.....	.....	103 530 111
Commission du droit d'auteur					
45a	Dépenses du Programme.....	2 919 366	.....	.....	2 919 366
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 683	.....	.....	284 683
	Total de l'organisme	3 204 049	.....	.....	3 204 049
Conseil national de recherches du Canada					
50c	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	428 331 439	111 181	1	428 442 621
55a	Dépenses en capital.....	52 597 200	.....	.....	52 597 200
60c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 120 000 \$ du crédit 50 (Industrie) et de 261 862 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	274 197 250	381 862	1	274 579 113
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 732 561	.....	.....	45 732 561
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R., 1985, ch. N-15).....	79 023 000	.....	.....	79 023 000
	Total de l'organisme	879 881 450	493 043	2	880 374 495
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
65b	Dépenses de fonctionnement	45 410 596	.....	.....	45 410 596
70c	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 300 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 250 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1 003 570 593	850 000	1	1 004 420 594
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 104 154	.....	.....	4 104 154
	Total de l'organisme	1 053 085 343	850 000	1	1 053 935 344
Greffé du Tribunal de la concurrence					
75	Dépenses du Programme.....	1 975 405	.....	.....	1 975 405
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	151 048	.....	.....	151 048
	Total de l'organisme	2 126 453	.....	.....	2 126 453

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil de recherches en sciences humaines				
80a Dépenses de fonctionnement	25 562 439	.....	.....	25 562 439
85c Subventions inscrites au Budget des dépenses	664 918 909	(52 500)	.....	664 866 409
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 393 141	.....	.....	2 393 141
Total de l'organisme	692 874 489	(52 500)	.....	692 821 989
Conseil canadien des normes				
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada				
95b Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	451 528 444	.....	.....	451 528 444
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 481 221	.....	.....	62 481 221
Total de l'organisme	514 009 665	.....	.....	514 009 665
Total du portefeuille.....	6 725 025 765	1 264 143	6	6 726 289 914

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	1 242	1 449	.....	2 691
Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique (<i>poste horizontal</i>).....	560	.....	.....	560
Fonds pour soutenir l'Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie.....	549	.....	.....	549
Montant brut des crédits à adopter	2 351	1 449	.....	3 800
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	2 351	1 449	.....	3 800
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisations	(1 378)	1 378	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	2 351	1 449	(3 800)	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la communauté nationale des gestionnaires.....	(26)	.....	.....	(26)
Total des transferts	947	2 827	(3 800)	(26)
Présent budget supplémentaire des dépenses	947	2 827	(3 800)	(26)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 351 134 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement pour le Programme d'eau potable de l'Ontario.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 449 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement pour le Programme d'eau potable de l'Ontario (1 195 625 \$) et le Centre pour l'innovation et le leadership en santé (253 375 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 35	Total
Fonds à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	.....	500	500
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	(200)	200	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(200)	200	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions liés à la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	700 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	700 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	200 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50	Crédit 60	Total
Transfert de Ressources naturelles – Pour la Stratégie emploi jeunesse .....	.....	262	262
Transfert de Service correctionnel – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	250	.....	250
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement du Bureau International des Poids et Mesures	(20)	20	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement de la nouvelle société sans but lucratif à la suite de la privatisation des Presses scientifiques	(100)	100	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(19)	.....	(19)
Présent budget supplémentaire des dépenses	111	382	493

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Affiliations internationales	20 000	.....
Montant total des subventions	20 000	.....
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises	261 862	.....
Programme de contribution pour les Presses scientifiques	100 000	.....
Montant total des contributions	361 862	.....
Total des paiements de transfert	381 862	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 70
Transfert d’Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l’Année polaire internationale	600
Transfert de Santé – Pour appuyer la recherche sur les répercussions environnementales des substances présentes dans les produits visés par la <i>Loi sur les aliments et drogues</i>	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	850

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions et bourses.....	850 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 85
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	(53)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	306 800 387	.....	47 532 311	354 332 698
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	391 142 280	3 000 000	1	394 142 281
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 403 885	.....	.....	61 403 885
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère	759 424 974	3 000 000	47 532 312	809 957 286
Commission canadienne des droits de la personne					
10b	Dépenses du Programme	20 259 876	.....	.....	20 259 876
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 172 983	.....	.....	2 172 983
	Total de l'organisme	22 432 859	.....	.....	22 432 859
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme	4 301 070	.....	.....	4 301 070
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	378 899	.....	.....	378 899
	Total de l'organisme	4 679 969	.....	.....	4 679 969
Commissaire à la magistrature fédérale					
20b	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 740 762	.....	.....	8 740 762
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 722 812	.....	.....	1 722 812

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	785 002	.....	.....	785 002
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	414 853 000	.....	.....	414 853 000
Total de l'organisme	426 101 576	.....	.....	426 101 576
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30b Dépenses du Programme.....	59 457 675	.....	.....	59 457 675
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 121 487	.....	.....	6 121 487
Total de l'organisme	65 579 162	.....	.....	65 579 162
Bureau du directeur des poursuites pénales				
35b Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	155 975 128	.....	.....	155 975 128
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 794 738	.....	.....	14 794 738
Total de l'organisme	170 769 866	.....	.....	170 769 866
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40a Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	10 686 128	.....	.....	10 686 128
45c Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	20 808 255	.....	100 000	20 908 255
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 187 195	.....	.....	3 187 195
Total de l'organisme	34 681 578	.....	100 000	34 781 578
Cour suprême du Canada				
50b Dépenses du Programme.....	22 798 950	.....	.....	22 798 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 179 996	.....	.....	2 179 996
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 388 000	.....	.....	5 388 000
Total de l'organisme	30 366 946	.....	.....	30 366 946
Total du portefeuille.....	1 514 036 930	3 000 000	47 632 312	1 564 669 242

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Fonds pour l'augmentation de salaire à effet rétroactif du groupe Droit*	47 532	.....	47 532

Transferts

Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et territoires	3 000	3 000
---	-------	-------	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses	47 532	3 000	50 532
---	---------------	--------------	---------------

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique.....	3 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 47 532 311 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 45</u>
Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique (<i>poste horizontale</i>)	100

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	58 659 050	.....	.....	58 659 050
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 601 550	.....	.....	6 601 550
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R., 1985 ch. M-5)	25 345 200	.....	.....	25 345 200
	Total de l'organisme	90 605 800	.....	.....	90 605 800
Chambre des communes					
5c	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	286 396 954	.....	5 712 988	292 109 942
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 808 206	.....	.....	34 808 206
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	109 045 314	.....	4 160 000	113 205 314
	Total de l'organisme	430 250 474	.....	9 872 988	440 123 462
Bibliothèque du Parlement					
10b	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	36 133 170	.....	.....	36 133 170
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 657 830	.....	.....	4 657 830
	Total de l'organisme	40 791 000	.....	.....	40 791 000
Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique					
15	Dépenses du Programme	6 338 000	.....	.....	6 338 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	767 210	.....	.....	767 210
	Total de l'organisme	7 105 210	.....	.....	7 105 210
Conseiller sénatorial en éthique					
20c	Dépenses du Programme	704 340	.....	50 000	754 340
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 660	.....	.....	101 660
	Total de l'organisme	806 000	.....	50 000	856 000
	Total du portefeuille	569 558 484	.....	9 922 988	579 481 472

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires pour des services aux députés ainsi que pour une augmentation économique aux employés	5 713	.....	5 713
Crédits législatifs			
Amélioration des services offerts aux députés notamment pour les coûts de déplacement et de réseau .....	.....	3 560	3 560
Augmentation des traitements et indemnités versés aux agents supérieures et aux députés de la Chambre des communes et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires ainsi qu'au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	600	600
Total des crédits législatifs	.....	4 160	4 160
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 713	4 160	9 873

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseiller sénatorial en éthique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseiller sénatorial en éthique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour conduire une enquête sur la conformité au <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i>	50

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration lors d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	308 009 269	(7 061 922)	.....	300 947 347
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 914 422 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 50 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 50 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 35 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1 173 076 363	7 024 422	1	1 180 100 786
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 928 661	.....	.....	26 928 661
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R., 1985, ch. L-8)	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
	Total du Ministère.....	1 510 109 715	(37 500)	1	1 510 072 216
Conseil des Arts du Canada					
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	183 115 893	.....	.....	183 115 893
	Total de l'organisme	183 115 893	.....	.....	183 115 893
Société Radio-Canada					
15c	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	1 043 886 060	(26 299 000)	.....	1 017 587 060
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25c	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 299 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	91 630 000	26 299 000	1	117 929 001

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
27b Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> , un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 \$.....	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	1 139 516 061	.....	1	1 139 516 062
Musée canadien des droits de la personne				
30b Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	26 700 000	.....	.....	26 700 000
Total de l'organisme	26 700 000	.....	.....	26 700 000
Musée canadien des civilisations				
35b Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	66 141 503	.....	.....	66 141 503
Total de l'organisme	66 141 503	.....	.....	66 141 503
Musée canadien de la nature				
40 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	33 367 859	.....	.....	33 367 859
Total de l'organisme	33 367 859	.....	.....	33 367 859
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45c Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	6 604 055	.....	225 564	6 829 619
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 352 375	.....	.....	5 352 375
Total de l'organisme	11 956 430	.....	225 564	12 181 994
Bibliothèque et Archives du Canada				
50b Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	112 860 110	.....	.....	112 860 110
52b Dépenses en capital.....	11 885 407	.....	.....	11 885 407
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 166 816	.....	.....	11 166 816
Total de l'organisme	135 912 333	.....	.....	135 912 333
Société du Centre national des Arts				
55 Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	35 179 228	.....	.....	35 179 228
Total de l'organisme	35 179 228	.....	.....	35 179 228

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission des champs de bataille nationaux					
60	Dépenses du Programme.....	7 854 835	.....	.....	7 854 835
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 534	.....	.....	364 534
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
	Total de l'organisme	9 819 369	.....	.....	9 819 369
Office national du film					
65	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	69 690 946	.....	.....	69 690 946
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	69 690 946	.....	.....	69 690 946
Musée des beaux-arts du Canada					
70b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	42 536 119	.....	.....	42 536 119
75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme	50 536 119	.....	.....	50 536 119
Musée national des sciences et de la technologie					
80	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	34 680 714	.....	.....	34 680 714
	Total de l'organisme	34 680 714	.....	.....	34 680 714
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
85b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	10 280 464	.....	.....	10 280 464
90c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20 950 000	(317 000)	.....	20 633 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 113 315	.....	.....	1 113 315
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
	Total de l'organisme	32 345 779	(317 000)	.....	32 028 779
Commission de la fonction publique					
95b	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling	94 406 512	.....	.....	94 406 512
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 952 164	.....	.....	11 952 164
	Total de l'organisme	106 358 676	.....	.....	106 358 676

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100a Dépenses du Programme.....	12 707 962	.....	.....	12 707 962
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	750 680	.....	.....	750 680
Total de l'organisme	13 458 642	.....	.....	13 458 642
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105a Dépenses du Programme.....	5 126 498	.....	.....	5 126 498
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 452	.....	.....	11 452
Total de l'organisme	5 137 950	.....	.....	5 137 950
Greffes du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
110 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 600	.....	.....	183 600
Total de l'organisme	1 909 800	.....	.....	1 909 800
Téléfilm Canada				
115 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 414 485	.....	.....	105 414 485
Total de l'organisme	105 414 485	.....	.....	105 414 485
Total du portefeuille.....	3 571 351 502	(354 500)	225 566	3 571 222 568

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la coordination et la mise en œuvre du projet Pangnirtung, nommé « Making Connections for Youth » .....	.....	50	50
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion .....	.....	50	50
Transfert de Ressources naturelles – Pour la Stratégie emploi jeunesse .....	.....	35	35
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour entreprendre des projets qui permettront d'atteindre les objectifs du programme Culture canadienne en ligne, soit soutenir la création de contenu culturel numérisé reflétant la diversité de notre culture et de notre patrimoine	(4 387)	4 387	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour répondre aux besoins quant au relais de la flamme olympique de Vancouver 2010	(729)	729	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour mettre en œuvre un Programme de résolution de conflits en matière de langues officielles et pour mettre en branle des projets de recherche dans le domaine des langues officielles	(1 799)	1 799	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour rajuster les fonds consacrés à la promotion des activités de la Journée nationale des Autochtones .....	.....	(25)	(25)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(148)	.....	(148)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(7 063)	7 025	(38)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui du programme Culture canadienne en direct	4 386 780	.....
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	1 799 042	.....
Contributions pour soutenir le programme Célébration et commémoration	728 600	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	85 000	.....
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	50 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	7 049 422	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>25 000</i>	<i>.....</i>
Total des paiements de transfert	7 024 422	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 15	Crédit 25	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les dépenses en capital de Newsworld et RDI (Réseau de l'information) et des projets d'immobilisation tels que les projets de désaffiliation dans trois marchés québécois, la transition à la télévision haute définition (TVHD) et la transition à la radiodiffusion numérique pour transmettre des signaux de télévision au delà de l'échéance du CRTC, établie en août 2011, pour la distribution en mode analogique	(26 299)	26 299	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 45

Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique (<i>poste horizontal</i>)	226
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts

Crédit 90

Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour fournir une aide financière au Ballet-théâtre atlantique du Canada afin d'accroître le développement économique au moyen de la création d'une production originale (ballet) qui sera présentée partout au Canada dans le but d'accroître la sensibilisation quant à l'importance d'éliminer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles.....	(317)
---	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 149 859 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1 320 320 997	2 482 081	1	1 322 803 079
5c Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 232 400 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	428 373 445	232 400	1	428 605 846
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 390 200 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	133 833 711	(2 759 659)	1	131 074 053
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 445 703	.....	.....	120 445 703
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
Total du portefeuille.....	2 003 052 278	(45 178)	3	2 003 007 103

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)..	2 840	.....	.....	2 840
Fonds provenant des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires	132	.....	.....	132
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	50	.....	.....	50
Montant brut des crédits à adopter	3 022	.....	.....	3 022
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 022	.....	.....	3 022
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	3 022	.....	(3 022)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la programme de contributions par catégorie de bénéficiaires du programme des Ports pour petits bateaux afin de supporter la construction accélérée par étape du Porte pour petits bateaux chez Pangnirtung à Nunavut	128	.....	(128)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir des projets de dessaisissement, dans le cadre du programme de subvention pour les ports de petits bateaux	(250)	.....	250	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les frais de personnel liés à de nouvelles conventions collectives et à des employés dont le salaire est imputé à de grands projets d'immobilisation.....	(232)	232	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(140)	.....	140	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil de Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles	(45)	.....	.....	(45)
Total des transferts	2 483	232	(2 760)	(45)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 483	232	(2 760)	(45)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 022 259 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement lié à l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	250 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	140 200	.....
Montant total brut des paiements de transfert	390 200	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>3 149 859</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(2 759 659)	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et:			
	(a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;			
	(b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent:			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public;			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;			
	(iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada;			
	(iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire;			
	(v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14 b) de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation, pour les sociétés d'État;			
	(vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État; et			
	(c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 785 753 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010			
	743 551 943	698 650	1	744 250 594
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 524 800 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010			
	2 054 095 467	(260 953)	1	2 053 834 515

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
7c Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 935 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 87 103 \$ au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 87 103 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> .....	.....	87 103	1	87 104
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	221 273 059	.....	.....	221 273 059
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	26 549 000 000	.....	192 000 000	26 741 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	8 091 000 000	.....	(228 000 000)	7 863 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 544 000 000	.....	14 000 000	2 558 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	626 000 000	.....	(39 000 000)	587 000 000
(L) Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	557 000 000	.....	(7 000 000)	550 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	511 475 000	.....	979 234	512 454 234
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	300 872 000	.....	14 587 014	315 459 014
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	56 200 000	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	43 000 000	.....	10 000 000	53 000 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	40 000 000	.....	.....	40 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	31 867 000	.....	(11 016 376)	20 850 624
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 550 000	.....	1 411 607	5 961 607

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	18 000	.....	(8 321)	9 679
Total des dépenses budgétaires.....	42 379 439 313	524 800	(52 046 839)	42 327 917 274
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	597 335 885	.....	242 476 279	839 812 164
Total des dépenses non budgétaires.....	597 335 885	.....	242 476 279	839 812 164
Total du Ministère.....	42 976 775 198	524 800	190 429 440	43 167 729 438
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 967 711	.....	.....	11 967 711
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 464 704	.....	.....	1 464 704
Total de l'organisme.....	13 432 415	.....	.....	13 432 415
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 329 009 000	.....	.....	2 329 009 000
(L) Rénovation et amélioration des logements sociaux.....	425 000 000	.....	.....	425 000 000
(L) Logements pour les aînés à faible revenu.....	200 000 000	.....	.....	200 000 000
(L) Logements dans le Nord.....	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L) Logements des Premières nations.....	62 500 000	.....	.....	62 500 000
(L) Logements pour les personnes handicapées.....	25 000 000	.....	.....	25 000 000
Total des dépenses budgétaires.....	3 141 509 000	.....	.....	3 141 509 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R. 1985, ch. N-11).....	1 021 006 000	.....	.....	1 021 006 000
(L) Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.....	50 000 000 000	.....	.....	50 000 000 000
(L) Prêts à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés	1 000 000 000	.....	.....	1 000 000 000
(L) Prêts à faible coût consentis aux Premières nations admissibles pour de nouveaux projets de construction..	45 000 000	.....	.....	45 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	52 066 006 000	.....	.....	52 066 006 000
Total de l'organisme	55 207 515 000	.....	.....	55 207 515 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 961 860	.....	.....	1 961 860
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 144	.....	.....	168 144
Total de l'organisme	2 130 004	.....	.....	2 130 004
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	4 401 665	.....	.....	4 401 665
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 026 808	.....	.....	1 026 808
Total de l'organisme	5 428 473	.....	.....	5 428 473
Total du portefeuille.....	98 205 281 090	524 800	190 429 440	98 396 235 330

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (<i>poste horizontal</i>).....	1 925	.....	.....	1 925
Augmentation des subventions à des organisations nationales et internationales destinées à l'assistance technique et à la coopération internationale dans le domaine du travail .....	.....	290	.....	290
Montant brut des crédits à adopter	1 925	290	.....	2 215
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 139	290	.....	1 429
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	786	.....	.....	786
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison de nouvelles prévisions plus élevées à l'égard des prêts faites par le Bureau de l'actuaire en chef ainsi qu'une diminution des remboursements prévus (non budgétaire).....				242 476
Augmentation des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction de prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen.....				192 000
Augmentation de paiements pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement d'un changement à la méthode de prévision pour les paiements compensatoires aux provinces et aux territoires non participants et une prévision révisée des coûts du bureau des fournisseurs de services				14 587
Augmentation des versements de la Prestation universelle pour la garde d'enfants fondée sur le nombre plus élevé que prévu de bénéficiaires admissibles en raison de l'accroissement démographique et compensée légèrement par une diminution du taux de participation.....				14 000
Augmentation des paiements de Bons d'études canadiens en raison de l'amélioration des communications à la population ciblée et des connaissances accrues du produit par celle-ci				10 000
Augmentation des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement d'une hausse de la valeur prévue du portefeuille par le Bureau de l'actuaire en chef des prêts garantis.....				1 412
Augmentation des paiements relatifs aux Subventions canadiennes pour études en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....				979
Diminution des paiements d'intérêts en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison d'une réduction des coûts d'exemption d'intérêts				(8)
Diminution des prévisions relatives aux versements d'allocations en fonction des prévisions du nombre des prestataires et du taux mensuel moyen				(7 000)
Diminution des paiements d'intérêts et des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement d'une diminution des coûts d'intérêt.....				(11 016)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Diminution des prévisions relatives aux paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison des changements au paysage économique général qui sont survenus depuis septembre 2008				(39 000)
Diminution des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen.....				(228 000)
Total des crédits législatifs				190 430
Transferts				
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer le gouvernement régional Kativik afin de simplifier l'exécution des programmes pour les jeunes .....	.....	525	.....	525
Réaffectation des ressources à l'interne – Radiation de créances de la Couronne.....	(87)	.....	87	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	786	(786)	.....	.....
Total des transferts	699	(261)	87	525
Présent budget supplémentaire des dépenses	699	(261)	87	190 955

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 925 313 \$ sont disponibles : 1 139 560 \$ à même le crédit en raison du report des exigences liées au centre d'appels de Service Canada à Cornwall à la suite de retard dans les travaux de mise en œuvre et d'une diminution des exigences liées au Programme canadien de Prêts aux étudiants pour le traitement des documents relatifs à des postes du budget fédéral de 2005, et 785 753 \$ du crédit 5 en raison du report des exigences liées au Fonds pour l'accessibilité à la suite des retards dans la mise en œuvre du projet Abilities Centre Durham.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 290 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins pour des projets portant sur les répercussions de la mondialisation sur le travail.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	290 000	.....
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	192 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants .....	.....	14 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu .....	.....	10 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	979 234
(L) Versements d'allocations .....	.....	(7 000 000)
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.	.....	(39 000 000)
(L) Versements du Supplément de revenu garanti .....	.....	(228 000 000)
Montant total brut des subventions	290 000	(57 020 766)
Contributions		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	524 800	.....
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	9 089 156
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	1 411 607
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	(8 321)
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	(11 016 376)
Montant total brut des contributions	524 800	(523 934)
Montant total brut des paiements de transfert	814 800	(57 544 700)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	290 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	785 753	.....
Montant net des paiements de transfert	(260 953)	(57 544 700)

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 2b (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010</i>			
	923 145 573	(5 225 000)	1	917 920 574
2c	Dépenses en capital.....	9 033 501	(100 000)	8 933 501
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>			
	768 653 580	28 138	1	768 681 719
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 186 112	.....	53 186 112
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	78 422
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	2 045 889 000	.....	(640 751 000)
				1 405 138 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	351 477 000	.....	(51 677 000)
				299 800 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	20 000 000	.....	20 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	7 200 000	.....	7 200 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 400 000	.....	3 400 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	1 383 000	.....	1 383 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....
(L)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	.....	.....
			465 288 000	465 288 000
	Total du Ministère.....	4 183 446 188	(5 296 862)	(227 139 998)
				3 951 009 328

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Énergie atomique du Canada limitée				
10c Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	659 691 000	.....	182 000 000	841 691 000
Total de l'organisme	659 691 000	.....	182 000 000	841 691 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
15b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	49 889 425	.....	.....	49 889 425
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 463 706	.....	.....	4 463 706
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	97 597 176	.....	.....	97 597 176
Total de l'organisme	151 950 307	.....	.....	151 950 307
Société de développement du Cap-Breton				
20 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	73 484 000	.....	.....	73 484 000
Total de l'organisme	73 484 000	.....	.....	73 484 000
Office national de l'énergie				
25c Dépenses du Programme.....	56 411 699	.....	2 147	56 413 846
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 024 941	.....	.....	5 024 941
Total de l'organisme	61 436 640	.....	2 147	61 438 787
Administration du pipe-line du Nord				
30b Dépenses du Programme.....	625 200	.....	.....	625 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 230	.....	.....	20 230
Total de l'organisme	645 430	.....	.....	645 430
Total du portefeuille.....	5 130 653 565	(5 296 862)	(45 137 851)	5 080 218 852

Nota : En vertu du décret C.P. 2009-1617 et conformément à la *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci*, la dissolution de la Société de développement du Cap-Breton est fixée au 31 décembre 2009.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer le programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons* .....	.....	.....	45 000	45 000
Fonds pour appuyer l'élaboration de nouvelles technologies de pointe qui sont essentielles à la réduction des gaz à effet de serre et d'autres émissions dans le cadre de la production, de la transmission, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie (Fonds pour l'énergie propre) .....	.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour appuyer la production de carburants de remplacement à l'essence et au diesel et pour encourager le développement d'une industrie nationale de biocarburants concurrentielle .....	.....	.....	8 600	8 600
Fonds pour l'étape de transition de l'Initiative de la région de Port Hope afin d'aborder les questions liées aux exigences réglementaires et municipales en vue d'éliminer les déchets radioactifs de faible activité	1 220	.....	.....	1 220
Montant brut des crédits à adopter	1 220	.....	63 600	64 820
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 220	.....	63 600	64 820
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Paielements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve – Pour les pertes en paielements de péréquation en raison de l'augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières extracôtières				465 288
Paielements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse – Diminution en raison du fait que le prix du gaz naturel était 20 p. 100 moins élevé que prévu				(51 677)
Paielements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières – Diminution en raison de prévisions révisées des données à l'égard de l'augmentation des coûts et de la réduction temporaire des niveaux de production liés à l'expansion du projet White Rose ainsi que d'une chute anticipée des prix du pétrole brut au cours de l'année				(640 751)
Total des crédits législatifs				(227 140)
Total des rajustements des crédits				(227 140)
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les réclamations anticipées dans le cadre du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope	(325)	.....	325	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	100	(100)	.....	.....

* Un montant de 26 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Transferts	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 5	Total
Transfert au Conseil national de recherches du Canada (262 \$) et à Patrimoine canadien (35 \$) – Pour la Stratégie emploi jeunesse....	.....	.....	(297)	(297)
Transfert à la Défense nationale – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	(5 000)	.....	.....	(5 000)
Total des transferts	(5 225)	(100)	28	(5 297)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(5 225)	(100)	28	(232 437)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 220 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement lié à l'Initiative des responsabilités nucléaires historiques.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 63 600 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement lié au Programme d'écologisation des pâtes et papiers (50 000 000 \$), à l'Initiative d'investissement dans le secteur forestier canadien (7 500 000 \$), au programme écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable (6 000 000 \$) et l'Initiative sur la compétitivité à long terme de l'industrie forestière (100 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons (<i>Un montant de 26 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste</i>)	45 000 000	.....
Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope..	325 000	.....
Montant total brut des subventions	45 325 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui du programme du Fonds pour l'énergie propre	10 000 000	.....
Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les biocarburants	8 600 000	.....
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	465 288 000
(L) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse.....	.....	(51 677 000)
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières .....	.....	(640 751 000)
Montant total brut des contributions	18 600 000	(227 140 000)
Montant total brut des paiements de transfert	63 925 000	(227 140 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	63 600 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	296 862	.....
Montant net des paiements de transfert	28 138	(227 140 000)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU*	110 000
Fonds pour les réparations et la remise en service du réacteur national de recherche universel (NRU)*	72 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	182 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

*Un montant de 50 000 000 \$ provenant du crédit pour eventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour eventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontale</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	2

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 935 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	1 957 752 347	586 409	32 133 772	1 990 472 528	
5c	Dépenses en capital.....	53 242 405	241 000	53 483 405
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	1 523 012 153	(50 000)	5 255 971	1 528 218 124	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	116 664 761	.....	.....	116 664 761
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile				
	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	3 650 750 088	37 630 743	3 688 917 240	
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15b	Dépenses du Programme.....				
	10 015 117	.....	.....	10 015 117
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	593 103	.....	.....	593 103
	Total de l'organisme	10 608 220	.....	10 608 220
Instituts de recherche en santé du Canada					
20a	Dépenses de fonctionnement				
	51 551 831	.....	.....	51 551 831
25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 500 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 349 835 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>				
	928 706 582	620 229	1	929 326 812	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	4 398 976	.....	.....	4 398 976
	Total de l'organisme	984 657 389	1	985 277 619	
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30	Dépenses du Programme.....				
	5 258 375	.....	.....	5 258 375
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	699 767	.....	.....	699 767
	Total de l'organisme	5 958 142	.....	5 958 142

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35	Dépenses du Programme.....	10 781 420	.....	.....	10 781 420
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	989 492	.....	.....	989 492
	Total de l'organisme	11 770 912	.....	.....	11 770 912
Agence de la santé publique du Canada					
40c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 1 100 000 \$ du crédit 45 (Santé), de 8 650 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 1 804 873 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	833 801 168	9 226 257	52 863 518	895 890 943
45c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 883 616 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	18 329 436	390 416	1	18 719 853
50c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 25 (Santé) et de 30 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	255 558 085	(8 894 835)	1	246 663 251
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 286 506	.....	.....	30 286 506
	Total de l'organisme	1 137 975 195	721 838	52 863 520	1 191 560 553
	Total du portefeuille.....	5 801 719 946	1 878 476	90 494 264	5 894 092 686

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds visant à atténuer la deuxième vague de la pandémie de grippe H1N1 et à prendre les mesures pour y faire face (<i>poste horizontal</i>).....	22 818	241	3 717	26 776
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens (<i>poste horizontal</i>).....	7 402	.....	16 922	24 324
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>) .	1 873	.....	.....	1 873
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	41	.....	.....	41
Montant brut des crédits à adopter	32 134	241	20 639	53 014
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	15 383	15 383
Total des crédits à adopter	32 134	241	5 256	37 631
Transferts				
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour développer et mettre en place un système d'approbation préalable à la mise en marché par l'industrie d'aliments enrichis facultativement de vitamines et d'éléments nutritifs minéraux.....	935	.....	.....	935
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer les activités opérationnelles des trois conseils nationaux sur l'équité en emploi : le Conseil national des employés handicapés fédéraux, le Conseil national des employés fédéraux autochtones et le Conseil national des minorités visibles.....	(44)	.....	.....	(44)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour mettre en œuvre un supplément à la Trousse de mobilisation communautaire « Jeux sans frontières » destiné aux Autochtones et en évaluer l'incidence.....	.....	.....	(50)	(50)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer les activités de la Société internationale sur le SIDA dans le cadre de la planification de la Conférence internationale sur le sida en 2010.....	(55)	.....	.....	(55)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer la recherche sur les répercussions environnementales des substances présentes dans les produits visés par la <i>Loi sur les aliments et drogues</i>	(250)	.....	.....	(250)
Total des transferts	586	.....	(50)	536
Présent budget supplémentaire des dépenses	32 720	241	5 206	38 167

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 15 383 672 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des investissements dans les plans d'action de la Stratégie nationale antidrogue visant la prévention et le traitement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	3 716 643	.....
Contributions au Programme de soutien en santé résolution des questions des pensionnats indiens.....	16 922 000	.....
Montant total brut paiements de transfert	20 638 643	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>15 382 672</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>50 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	5 205 971	.....

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 25
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer le Réseau de recherche sur l'influenza de l'ASPC et des IRSC afin d'appuyer des essais cliniques dans le but d'assurer l'innocuité et l'immunogénicité d'un vaccin contre la pandémie de grippe destiné aux adultes et aux enfants.....	500
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé publique et dans le système de santé en réponse à l'éclosion du virus de la grippe H1N1, dans le but d'éclairer la planification et la prise de décisions futures, et étudier les effets différentiels des interventions en santé publique en réponse au virus de la grippe H1N1 sur les populations vulnérables, y compris les Autochtones, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les travailleurs de la santé	150
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine des interventions efficaces de prévention des maladies cardiovasculaires	100
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine de l'alimentation et des maladies cardiovasculaires.....	100
Transfert de Santé – Pour mettre en œuvre un supplément à la Trousse de mobilisation communautaire « Jeux sans frontières » destiné aux Autochtones et en évaluer l'incidence.....	50
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada.....	(130)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Remboursement des fonds inutilisés pour l'initiative des IRSC « Subvention d'équipes émergente : Comorbidité des troubles cérébraux et autres problèmes de santé ».....	(150)
Présent budget supplémentaire des dépenses	620

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	620 229	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Crédit 50	Total
Fonds visant à atténuer la deuxième vague de la pandémie de grippe H1N1 et à prendre les mesures pour y faire face (<i>poste horizontal</i>).....	59 784	.....	.....	59 784
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>) .	2 640	.....	.....	2 640
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	190	.....	.....	190
Montant brut des crédits à adopter	62 614	.....	.....	62 614
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	9 750	.....	.....	9 750
Total des crédits à adopter	52 864	.....	.....	52 864
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour contrer l'éclosion de la grippe H1N1 à l'automne.....	1 805	.....	.....	1 805
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Remboursement des fonds inutilisés pour l'initiative des IRSC « Subvention d'équipe émergente : comorbidité des troubles cérébraux et autres problèmes de santé ».....	.....	.....	150	150
Transfert de Santé – Pour appuyer les activités de la Société internationale sur le SIDA dans le cadre de la planification de la XVIII ^e Conférence internationale sur le sida en 2010	55	.....	.....	55
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir le projet du Forum destiné aux jeunes mal desservis.....	.....	.....	30	30
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	9 750	(1 100)	(8 650)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.....	(498)	498	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer le programme de biosécurité sur les agents pathogènes humains et les toxines	(1 386)	1 386	.....	.....
Transfert au Centre de recherches pour le développement international - Pour soutenir la recherche et les publications sur l'incidence mondiale des maladies chroniques.....	.....	.....	(75)	(75)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine des interventions efficaces de prévention des maladies cardiovasculaires.....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche sur la prévention des maladies chroniques dans le domaine de l'alimentation et des maladies cardiovasculaires.....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé publique et dans le système de santé en réponse à l'éclosion du virus de la grippe H1N1, dans le but d'éclairer la planification et la prise de décisions futures et d'étudier les effets différentiels des interventions en santé publique en réponse au virus de la grippe H1N1 sur les populations vulnérables, y compris les Autochtones, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les travailleurs de la santé .....	.....	.....	(150)	(150)

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Crédit 50	Total
Transfert à la Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour les initiatives de sécurité liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	(393)	.....	(393)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer le Réseau de recherche sur l'influenza de l'ASPC et des IRSC afin d'appuyer des essais cliniques dans le but d'assurer l'innocuité et l'immunogénicité d'un vaccin contre la pandémie de grippe destiné aux adultes aux enfants.....	(500)	.....	.....	(500)
Total des transferts	9 226	391	(8 895)	722
Présent budget supplémentaire des dépenses	62 090	391	(8 895)	53 586

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 9 750 000 \$ sont disponibles : 1 100 000 \$ du crédit 45 en raison du report du laboratoire de Winnipeg (JC Wilt) et du projet d'optimisation des locaux, et 8 650 000 \$ du crédit 50 en raison du report de l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH (8 400 000 \$) et du report de la contribution au projet pilote du système d'intervention pour lutter contre les maladies infectieuses (\$250,000).

Paievements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	180 000	.....
Montant total brut des paievements de transfert	180 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>9 074 835</i>	<i>.....</i>
Montant net des paievements de transfert	(8 894 835)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	148 206 206	(6 115 511)	.....	142 090 695
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 026 591 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	254 032 822	3 325 424	27 398 599	284 756 845
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 234 657	.....	.....	13 234 657
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	415 552 107	(2 790 087)	27 398 599	440 160 619
Agence des services frontaliers du Canada					
10c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 809 437 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	1 518 677 473	2 889 506	1	1 521 566 980
15c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 872 031 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	115 767 057	872 031	1	116 639 089
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	147 013 748	.....	.....	147 013 748
	Total de l'organisme	1 781 458 278	3 761 537	2	1 785 219 817
Service canadien du renseignement de sécurité					
20c	Dépenses de fonctionnement	442 692 713	(7 000 000)	7 055 712	442 748 425
25c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	37 421 000	7 000 000	1	44 421 001
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 914 607	.....	.....	40 914 607
	Total de l'organisme	521 028 320	.....	7 055 713	528 084 033

Nota ; La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend un montant qui a été voté en 2008-2009 et qui sera dépensé en 2009-2010.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Service correctionnel					
30c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et				
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;				
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;				
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;				
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 84 879 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>				
	1 871 961 771	(215 121)	1	1 871 746 651	
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :				
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;				
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations				
	246 800 000	.....	.....	246 800 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	194 516 132	.....	.....	194 516 132
(L)	Fonds renouvelable CORCAN				
	
	Total de l'organisme	2 313 277 903	(215 121)	1	2 313 062 783
Commission nationale des libérations conditionnelles					
40c	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>				
	45 682 240	(34 879)	1	45 647 362	
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
	5 149 015	.....	.....	5 149 015
	Total de l'organisme	50 831 255	(34 879)	1	50 796 377

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45b Dépenses du Programme.....	3 610 541	.....	.....	3 610 541
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	354 711	.....	.....	354 711
Total de l'organisme	3 965 252	.....	.....	3 965 252
Gendarmerie royale du Canada				
50c Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 701 167 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 69 731 625 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 20 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 498 072 082	71 778 007	143 989 066	2 713 839 155
55c Dépenses en capital.....	357 720 501	(69 731 625)	.....	287 988 876
60b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	105 506 376	.....	.....	105 506 376
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 869 391	.....	.....	51 869 391
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	344 080 159	.....	.....	344 080 159
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970, ch. R-10).....	20 000 000	.....	.....	20 000 000
Total de l'organisme	3 377 248 509	2 046 382	143 989 066	3 523 283 957
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65b Dépenses du Programme.....	1 808 142	.....	.....	1 808 142
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 910	.....	.....	120 910
Total de l'organisme	1 929 052	.....	.....	1 929 052
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	7 885 786	.....	.....	7 885 786
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	526 151	.....	.....	526 151
Total de l'organisme	8 411 937	.....	.....	8 411 937
Total du portefeuille.....	8 473 702 613	2 767 832	178 443 382	8 654 913 827

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	272	31 783	32 055
Fonds pour l'infrastructure essentielle des services de police du Programme des services de police des Premières nations (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	1 642	1 642
Montant brut des crédits à adopter	272	33 425	33 697
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	272	.....	272
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	6 026	6 026
Total des fonds disponibles	272	6 026	6 298
Total des crédits à adopter	.....	27 399	27 399
Transferts			
Réaffectations des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(6 026)	6 026	.....
Transfert à Transports – Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne.....	(89)	.....	(89)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(2 701)	(2 701)
Total des transferts	(6 115)	3 325	(2 790)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(6 115)	30 724	24 609

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 271 700 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement liés au transport urbain.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 6 026 591 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement liés au transport urbain (1 796 800 \$) et d'une diminution des besoins de fonctionnement liés aux fonds visant à accroître davantage la capacité de gestion des urgences(4 229 791 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contribution lié à la Politique-cadre sur les coûts de sécurité pour le sommet du G8 et la rencontre du G20 de 2010.....	31 783 000	.....
Paiements aux provinces, aux territoires et aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de service de police des Premières nations.....	1 642 190	.....
Montant total brut des paiements de transfert	33 425 190	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	2 701 167	.....
Montant net des paiements de transfert	30 724 023	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>)	1 118	.....	1 118
Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	645	.....	645
Fonds pour la construction de 17 nouvelles unités d'habitation à trois points d'entrée éloignés au Yukon et en Colombie-Britannique (<i>budget fédéral de 2009</i>) .....	.....	300	300
Montant brut des crédits à adopter	1 763	300	2 063
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 763	300	2 063
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de l'Agence du revenu du Canada – Pour le financement de l'initiative d'interopérabilité et de gérance financières afin d'appuyer la mise à niveau et la mise en œuvre des systèmes de planification des ressources d'entreprise	3 809	.....	3 809
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le système de gestion et de rapport des incidents	(872)	872	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(48)	.....	(48)
Total des transferts	2 889	872	3 761
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 889	872	3 761

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 763 402 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement liés au report de fonds pour l'utilisation de manifestes électroniques.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 300 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en capital liés au report du financement destiné à l'armement des gardes-frontières.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Réinvestissements des produits de la vente d'habitations achetées des employés dans le cadre du Programme de vente d'habitation garantie.....	3 318	.....	3 318
Besoins de fonctionnement supplémentaires.....	1 659	.....	1 659
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales.....	1 482	.....	1 482
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	597	.....	597
Total des crédits à adopter	7 056	.....	7 056
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer l'avancement du projet de construction de la phase III de l'administration centrale.....	(7 000)	7 000	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	56	7 000	7 056

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 30
Transfert de la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour une augmentation salariale à la suite de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel.....	85
Transfert à la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour la mise en œuvre du programme de transformation en vue de l'amélioration des institutions et des installations correctionnelles communautaires.....	(50)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	(250)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(215)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 40
Transfert de Service correctionnel – Pour la mise en œuvre du programme de transformation en vue de l'amélioration des institutions et des installations correctionnelles communautaires.....	50
Transfert à Service correctionnel – Pour une augmentation salariale à la suite de l'entente cadre de service de transfert de la fonction de technologie de l'information du Service correctionnel.....	(85)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(35)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	120 698	10 965	131 663
Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	62 039	.....	62 039
La réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>)	3 932	.....	3 932
Fonds pour les sommets dirigés par le Premier ministre	1 220	.....	1 220
Besoins de fonctionnement supplémentaires liés à la sécurité publique	831	.....	831
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	483	483
Montant brut des crédits à adopter	188 720	11 448	200 168
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	11 448	11 448
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	44 732	.....	44 732
Total des fonds disponibles	44 732	11 448	56 180
Total des crédits à adopter	143 988	.....	143 988
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les Services de police communautaire offerts aux Premières nations	2 701	.....	2 701
Transfert de la Défense nationale – Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	20	.....	20
Réaffectations des ressources à l'interne – Pour atténuer les pressions liées au fonctionnement relatives à la prestation de services de police partout au Canada	25 000	(25 000)	.....
Réaffectations des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	44 732	(44 732)	.....
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	(675)	.....	(675)
Total des transferts	71 778	(69 732)	2 046
Présent budget supplémentaire des dépenses	215 766	(69 732)	146 034

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 44 731 625 \$ sont disponibles du crédit 55 en raison de la diminution des besoins en capital liés au report du financement pour l'École de la GRC (33 780 000 \$) et pour le projet de remplacement des navires de patrouille du service de la marine de la côte Ouest (10 951 625 \$).

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 11 448 375 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en capital liés au report du financement pour des initiatives de sécurité publique (8 500 000 \$) et le projet de remplacement des navires de patrouille du service de la marine de la côte Ouest (2 948 375 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et				
<i>a)</i> autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;				
<i>b)</i> autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;				
<i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;				
<i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 339 000 \$ du crédit 5 (Transports), de 721 948 \$ du crédit 10 (Transports) et de 88 920 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	422 838 660	2 244 388	1	425 083 049
5c Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	186 286 813	(3 339 000)	.....	182 947 813
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	741 328 188	(721 948)	.....	740 606 240
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 339 852	.....	.....	66 339 852
(L) <u>Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités</u> – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)	57 771 301	.....	(1 103 227)	56 668 074
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)	47 700 000	.....	21 522 000	69 222 000
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42).....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
Total du Ministère.....	1 525 645 236	(1 816 560)	20 418 774	1 544 247 450

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Société canadienne des postes					
15c	Paielements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	72 210 000	.....	652 000	72 862 000
17b	Conformément à l'article 28 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 \$ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	72 210 001	.....	652 000	72 862 001
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
20c	Paielements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	615 784 000	.....	9 359 000	625 143 000
	Total de l'organisme	615 784 000	.....	9 359 000	625 143 000
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	25 567 475	.....	.....	25 567 475
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 219 094	.....	.....	3 219 094
	Total de l'organisme	28 786 569	.....	.....	28 786 569
La Société des ponts fédéraux limitée					
30c	Paielements à la Société des ponts fédéraux Limitée	40 895 000	.....	.....	40 895 000
	Total de l'organisme	40 895 000	.....	.....	40 895 000
Marine Atlantique S.C.C.					
35c	Paielements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	126 333 000	.....	260 000	126 593 000
	Total de l'organisme	126 333 000	.....	260 000	126 593 000
Commission de la capitale nationale					
40b	Paielements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	84 707 826	.....	.....	84 707 826
45b	Paielements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	32 533 001	.....	.....	32 533 001
	Total de l'organisme	117 240 827	.....	.....	117 240 827

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau de l'infrastructure du Canada				
50b Dépenses de fonctionnement	65 450 856	.....	.....	65 450 856
55b Contributions	4 694 565 319	.....	.....	4 694 565 319
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 357 469	.....	.....	3 357 469
(L) Fonds de stimulation de l'infrastructure	1 980 655 000	.....	(874 498 759)	1 106 156 241
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	495 000 000	.....	(240 000 000)	255 000 000
(L) Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, supplément	250 000 000	.....	(135 245 089)	114 754 911
(L) Fonds pour l'infrastructure verte	200 000 000	.....	(186 334 000)	13 666 000
Total de l'organisme	7 689 028 644	.....	(1 436 077 848)	6 252 950 796
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
60b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	23 395 000	.....	.....	23 395 000
Total de l'organisme	23 395 000	.....	.....	23 395 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
65b Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	107 419 938	.....	.....	107 419 938
Total de l'organisme	107 419 938	.....	.....	107 419 938
Tribunal d'appel des transports du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	1 673 138	.....	.....	1 673 138
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 192	.....	.....	118 192
Total de l'organisme	1 791 330	.....	.....	1 791 330
VIA Rail Canada Inc.				
75 Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	476 917 000	.....	.....	476 917 000
Total de l'organisme	476 917 000	.....	.....	476 917 000
Total du portefeuille.....	10 825 446 545	(1 816 560)	(1 405 388 074)	9 418 241 911

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds afin de renouveler et d'améliorer les infrastructures routières au Canada dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières .....	.....	.....	6 509	6 509
Fonds pour la création du système de gestion intégré des aéronefs et l'utilisation des pièces d'identité des gens de mer .....	.....	3 912	.....	3 912
Financement pour le Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique afin d'appuyer des activités non liées à l'infrastructure ou axées sur la compétitivité comme des études de recherche, des activités d'engagement du public et des produits	1 267	.....	.....	1 267
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	469	.....	.....	469
Fonds pour la mise en œuvre du projet GO Transit aux termes du Fonds Chantiers Canada, afin d'améliorer le service et la fiabilité dans la région du Grand secteur de Toronto	441	.....	.....	441
Montant brut des crédits à adopter	2 177	3 912	6 509	12 598
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 177	3 912	6 509	12 598
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Paiements à la Corporation de la Voie maritime du Saint-Laurent conformément aux ententes conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>				21 522
Réduction du paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>				(1 103)
Total des crédits législatifs				20 419
Total des rajustements des crédits				20 419
Transferts				
Transfert de Sécurité publique et protection civile – Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne	89	.....	.....	89
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les coûts de fonctionnement de divers projets de dragage en Ontario et au Québec	3 339	(3 339)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le programme de contribution du Partenariat pour la sécurité et la prospérité	500	.....	(500)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer divers activités de fonctionnement liées à des projets courant dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières	222	.....	(222)	.....
Transfert à Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opérations de la sécurité maritime	(705)	.....	.....	(705)
Transfert à Parcs Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	(1 200)	.....	.....	(1 200)
Total des transferts	2 245	(3 339)	(722)	(1 816)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 245	(3 339)	(722)	18 603

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 176 735 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de délais dans le processus de rétrocession des terres de l'aéroport de Mirabel.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 3 912 400 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de délais dans l'exécution du grand projet de l'État de franchissement de la rivière Détroit.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 6 509 219 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du programme de cession des ports.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Programme stratégique d'infrastructures routières : Système de transport intelligent.....	6 509 219	.....
Montant total brut des paiements de transfert	6 509 219	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	6 509 219	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	721 948	.....
Montant net des paiements de transfert	(721 948)	.....

Société canadienne des postes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne des postes demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 15</u>
Fonds consacrés aux services de police et de sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontale</i>).....	652

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 20</u>
Financement à l'appui de l'élaboration de plans de sûreté aéroportuaire et de systèmes d'évaluation des voyageurs (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	9 359

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

La Société des ponts fédéraux limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société des ponts fédéraux Limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la Corporation du pont international de la voie maritime afin de combler les coûts d'exploitation et d'entretien en raison de la fermeture et du déménagement temporaires de ses installations à péage à Cornwall.....	894
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	894
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 894 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des retards dans l'approbation en vue du remplacement du pont surélevé du chenal Nord.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour les travaux de réparation au quai de North Sydney en Nouvelle-Écosse (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	260

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits législatifs	Total
Financement pour le Fonds Chantier Canada – Volet Collectivités, supplément (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	(135 245)
Fonds pour la création du Fonds pour l'infrastructure verte afin d'améliorer la qualité de l'environnement et rendre l'économie plus viable à plus long terme (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	(186 334)
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires (<i>budget fédéral de 2009</i>)	(240 000)
Fonds de stimulation de l'infrastructure qui vise à accélérer et augmenter le nombre de projets provinciaux, territoriaux et municipaux de remise en état de l'infrastructure prêts à être exécutés (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	(874 499)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 436 078)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
(L) Contributions en vertu de Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, supplément.....	(135 245 089)
(L) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	(186 334 000)
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	(240 000 000)
(L) Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure	(874 498 759)
Total des paiements de transfert	(1 436 077 848)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 082 564 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2009-2010</i>	2 532 967 907	1 082 564	1	2 534 050 472
5c Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	428 021 121	(1 082 564)	.....	426 938 557
6a Fonds renouvelable des services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2011	1	.....	.....	1
7b Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique - En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C.(1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 40 000 000 \$ à 20 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2010	1	.....	.....	1

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 433 167	.....	.....	78 433 167
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 090 040	.....	.....	6 090 040
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	5 062 000	.....	.....	5 062 000
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(3 567 230)	.....	.....	(3 567 230)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(5 200 000)	.....	.....	(5 200 000)
Total du portefeuille.....	3 051 885 429	.....	1	3 051 885 430

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour fournir des locaux dans le cadre du sommet du G20 en Ontario.....	16 560	.....	16 560
Fonds pour des rénovations apportées à diverses propriétés du gouvernement fédéral..	.....	9 875	9 875
Fonds pour couvrir les coûts prévus des locaux supplémentaires des ministères et organismes gouvernementaux.....	6 977	.....	6 977
Fonds pour les paiements tenant lieu d'impôt foncier pour les biens de la Couronne	2 577	.....	2 577
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 650	.....	1 650
Fonds pour le paiement des taxes municipales à l'égard des biens obtenus par bail-achat et des biens loués.....	1 302	.....	1 302
Montant brut des crédits à adopter	29 066	9 875	38 941
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	29 066	9 875	38 941
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts de fonctionnement et d'entretien liés au projet du nouvel édifice fédéral dans le secteur Estimaerville à Québec.....	1 083	(1 083)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 083	(1 083)	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 29 065 801 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'interruption des projets pendant l'examen de l'ensemble de la vision et du plan à long terme.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 9 875 300 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'interruption des projets pendant l'examen de l'ensemble de la vision et du plan à long terme (7 880 000 \$) et en raison du report des fonds accordés au projet de transformation des activités et des systèmes des biens immobiliers (1 995 300 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.